



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 33 du 16 août 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 août 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1314
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	1314
Arrêté n° 2012-311 en date du 25 juillet 2012 portant modification de la composition du comité de massif du Massif vosgien.....	1314
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1315
CABINET.....	1315
Bureau des polices administratives.....	1315
Arrêté du 2 août 2012 portant homologation d'un circuit de moto-cross à Frouard.....	1315
Service interministériel de défense et de protection civile.....	1317
Arrêté n° 124/SIDPC/2012 du 2 août 2012 accordant l'agrément à la Fédération Française des Secouristes et Formateurs Policiers (FFSFP) pour assurer les différentes formations aux premiers secours.....	1317
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1317
Bureau de la citoyenneté.....	1317
Arrêté du 1er août 2012 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise « TANGUY – MEDIC AMBULANCE » à LACHAPELLE (54120).....	1317
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1318
Bureau des procédures environnementales.....	1318
Arrêté interpréfectoral du 27 juin 2012 portant approbation du projet de liaison à 63 000 volts Fontoy - Tucquegnieux.....	1318
Arrêté du 1er août 2012 portant déclaration d'utilité publique la construction et l'exploitation du poste de distribution publique de Beuveille à Beuveille en vue de l'établissement des servitudes.....	1319
Arrêté du 1er août 2012 portant autorisation de construction et d'exploitation du poste de distribution publique de Beuveille sur le territoire de la commune de Beuveille.....	1319
Arrêté du 1er août 2012 portant déclaration d'utilité publique la construction et l'exploitation du poste de distribution publique de Longuyon à Longuyon en vue de l'établissement des servitudes.....	1320
Arrêté du 1er août 2012 portant autorisation de construction et d'exploitation du poste de distribution publique de Longuyon sur le territoire de la commune de Longuyon.....	1321
Arrêté du 3 août 2012 donnant acte à la Ville de Nancy de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux d'exploitation attachés au permis d'exploitation du gîte géothermique à basse température pour les besoins de la piscine de Nancy-Thermal à Nancy.....	1322
Arrêté du 8 août 2012 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement de la réalisation de six bassins de stockage des eaux pluviales, issues de la réalisation d'un pôle d'excellence dans le domaine aéronautique sur les communes de Charey, Dampvitoux, Dommartin-la-Chaussée, Hageville et Saint-Julien-lès-Gorze, et du rejet de ces eaux pluviales dans l'Yron et dans le Rupt de Mad.....	1322
Arrêté interpréfectoral du 8 août 2012 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement de la ligne souterraine à 63 000 volts Fontoy - Tucquegnieux et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme de Sancy et Fontoy.....	1325
Arrêté du 9 août 2012 portant modification de l'arrêté du 1er août 2012 relatif à l'autorisation de construction et d'exploitation du poste de distribution publique de Beuveille sur le territoire de la commune de Beuveille.....	1325
Arrêté du 9 août 2012 portant modification de l'arrêté du 1er août 2012 relatif à l'autorisation de construction et d'exploitation du poste de distribution publique de Longuyon sur le territoire de la commune de Longuyon.....	1326
Arrêté du 9 août 2012 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour réaliser des travaux topographiques et des sondages de reconnaissance géotechnique nécessaires à l'actualisation des études acoustiques sur le territoire de la commune de Champigneulle.....	1326
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1327
Bureau de l'interministérielité.....	1327
Convention d'utilisation n° 54-2010-10 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP.....	1327
Convention d'utilisation n° 54-2010-12 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP.....	1327
Convention d'utilisation n° 54-2010-13 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP.....	1328
Convention d'utilisation n° 54-2010-16 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP.....	1328
Convention d'utilisation n° 54-2010-17 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP.....	1328
Convention d'utilisation n° 54-2010-19 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP.....	1328
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1329
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1329
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1329
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-060 en date du 7 août 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de fauchage en accotement sur la RN 52.....	1329
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-063 en date du 10 août 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire à l'intersection des RD42b, RD910 et bretelles entrée/sortie de l'autoroute A31 sens Nancy/Metz, sur le territoire communal de Lesménils.....	1330
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1332
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1332
Etablissements de santé.....	1332
Arrêté ARS-DT 54 N° 0874/2012 du 10 août 2012 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy au 1er juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissements : Nancy 540 009 701 - Flavigny 540 013 737 - Lay-Saint-Christophe 540 009 412.....	1332
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0884 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	1333
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0885 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1334
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0886 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	1335
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0887 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	1335
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0888 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	1336
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0889 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	1337
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0890 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	1337
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0891 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	1338
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0892 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	1339
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0893 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandœuvre-lès-Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	1340
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0894 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	1340
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0895 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	1341
Prévention et promotion de la santé.....	1342
Décision n° 2012-0533 du 31 juillet 2012 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour les Usagers de Drogues (CAARUD) géré par l'association AGU 54 - FINESS N° 54 001 5799.....	1342

Décision n° 2012-0535 du 8 août 2012 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA), 29 avenue de Lattre de Tassigny à Nancy - FINESS N° 54 0005337.....	1343
Décision n° 2012-0536 du 8 août 2012 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) géré par l'association Alpha-santé à Hayange - FINESS N° 54 001 2275.....	1344
Décision n° 2012-0537 du 8 août 2012 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Lits Halte Soins Santé (LHSS), 12, boulevard Jean Jaurès - 54000 Nancy - FINESS N° 54 001 6938.....	1344
Décision n° 2012-0544 du 14 août 2012 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour les Usagers de Drogues (CAARUD) géré par l'association AIDES 54 - FINESS N° 54 001 5658.....	1345
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1346
Service produits de santé et biologie.....	1346
Arrêté ARS n° 2012-0669 du 27 juin 2012 relatif à la suppression de l'autorisation de dispenser de l'oxygène à usage médical de la Société AIR PRODUCTS HEALTHCARE France pour son site de rattachement sis à Velaine-en-Haye (54840).....	1346
Arrêté ARS n° 2012-0693 du 6 juillet 2012 portant modification de l'autorisation de dispenser de l'oxygène à usage médical de la Société HENNO OXYGENE pour son site de rattachement sis à Gondreville (54840).....	1346
Arrêté ARS n° 2012-0671 du 27 juin 2012 relatif à la demande d'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical sollicitée par la Société AIR PRODUCTS HEALTHCARE France.....	1347
Arrêté ARS n° 2012-0679 du 2 juillet 2012 autorisant le transfert de l'officine de pharmacie exploitée par Monsieur Philippe CASADEI DELLA CHIESA, du 85 rue Paul Langevin à Thil (54880) au numéro 58 rue Paul Langevin au sein de la même commune - Licence n° 54#001070.....	1347
Arrêté ARS n° 2012-0693 du 6 juillet 2012 portant modification de l'autorisation de dispenser de l'oxygène à usage médical en commandite par actions SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO », 89 rue de l'Hôtel de Ville - Frouard (54390) enregistrée sous le n° 12.....	1348
Arrêté ARS n° 2012-0694 du 6 juillet 2012 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO », 89 rue de l'Hôtel de Ville - Frouard (54390) - Autorisation n° 54-69 - N° FINESS Entité juridique : 54 002 297 9.....	1349
Arrêté ARS n° 2012-0700 du 10 juillet 2012 relatif à la demande d'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical sollicitée par la Société OXYPHARM.....	1351
Arrêté ARS n° 2012-0776 du 19 juillet 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite exploité par la SELAS « Espacebio » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à METZ (57000) - Autorisation n° 57-17 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 519 7.....	1352
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1354
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1354
Décision du 3 août 2012 portant agrément d'une entreprise solidaire (Société Coopérative d'Intérêt Collectif TURBUL'LANCE - 54113 Bulligny) au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1354
SSRE / DOETH.....	1355
Arrêté SAP/352256382 du 10 mai 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Longwy.....	1355
Récépissé de déclaration du 4 juillet 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/352256382 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1355
Arrêté SAP/775615941 du 10 mai 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Vandœuvre.....	1356
Récépissé de déclaration du 4 juillet 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/775615941 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1357
Arrêté SAP/530341585 du 30 avril 2012 portant agrément d'un organisme de services à la personne à Lunéville.....	1357
Récépissé de déclaration du 4 juillet 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/530341585 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1358
Arrêté SAP/498076280 du 22 mai 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Nancy.....	1359
Récépissé de déclaration du 4 juillet 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/498076280 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1359
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1360
PACTE - Fiche de déclaration des offres de recrutement.....	1360
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1361
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	1361
Arrêté n° 2012/DDT54/ADUR/005 du 25 juin 2012 portant création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) régionale à usage dominant d'activités de Bouxières-sous-Froidmont - Lesménils située sur le territoire des communes de Bouxières-sous-Froidmont et Lesménils.....	1361
TRANSPORTS - SECURITE.....	1361
Arrêté 2012/DDT/TS/065 du 6 août 2012 réglementant temporairement la circulation durant les travaux de réparation des ouvrages d'art de l'autoroute A31, du PR 140,600 au PR 228,100 dans les deux sens de circulation durant la période comprise entre le 20 août et le 15 novembre 2012.....	1361
Arrêté 2012/DDT/TS/066 du 6 août 2012 réglementant temporairement la circulation, dans le sens de circulation Paris-Strasbourg, de l'autoroute A4 durant les travaux de renforcement de la buse métallique située au PR 299+400 durant la période comprise entre le 03 et le 28 septembre 2012.....	1362
Arrêté 2012/DDT/TS/067 du 3 août 2012 constatant l'extension du périmètre des transports urbains de Longwy.....	1363
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1364
AUTRES SERVICES.....	1364
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1364
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	1364
Avis de concours interne sur titres de cadre de santé - Filière Infirmière - en date du 23 juillet 2012.....	1364
Avis de concours externe sur titres de cadre de santé - Filière Infirmière - en date du 23 juillet 2012.....	1365
Avis de concours interne sur titres de cadre de santé - Filière Médico-Technique - en date du 23 juillet 2012.....	1365
Avis de concours externe sur titres de cadre de santé - Filière Médico-Technique - en date du 23 juillet 2012.....	1366

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****Arrêté n° 2012-311 en date du 25 juillet 2012 portant modification de la composition du comité de massif du Massif vosgien**

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Zone de défense et de sécurité Est,
Préfet coordonnateur du Massif vosgien,
Préfet de la Moselle,

VU la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 modifiée relative au développement et à la protection de la montagne, notamment ses articles 5 et 7 ;
VU le décret n° 2004-69 du 16 janvier 2004 relatif à la délimitation des massifs ;
VU le décret n° 2004-51 du 12 janvier 2004 relatif à la composition et au fonctionnement des comités de massif du Massif des Alpes, du Massif Central, du Massif jurassien, du Massif des Pyrénées et du Massif vosgien ;
VU l'arrêté du Premier Ministre du 16 janvier 2004 relatif aux préfets coordonnateurs de massif, notamment du massif vosgien ;
VU le décret du Président de la République du 31 mai 2012 nommant Monsieur Nacer MEDDAH, préfet de la région Lorraine, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet de la Moselle ;
VU les désignations effectuées par les Conseils régionaux et les Conseils généraux concernés par le massif vosgien ;
VU les désignations effectuées pour les représentants des communes et groupements de communes ;
VU les propositions effectuées par les établissements publics consulaires, les organisations socio-professionnelles et les associations ci-après énumérées ;
VU l'accord exprimé par les personnalités qualifiées ;
VU l'arrêté n° 2011-230 en date du 23 juin 2011 portant renouvellement des membres du comité de massif du massif vosgien ;
SUR proposition de Madame le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La composition du comité de massif est modifiée ; le comité de massif pour le Massif vosgien est ainsi composé :

I – D'un collège de 25 représentants d'élus locaux

1/ En qualité de représentants des régions désignées par chaque Conseil régional parmi ses membres, à raison de trois pour les Conseils régionaux d'Alsace et de Lorraine et de deux pour le Conseil régional de Franche-Comté (8 au total) :

- Alsace :

* Madame Marie-Reine FISCHER

* Madame Jean-Paul OMEYER

* Monsieur Jean-Marc RIEBEL

- Lorraine :

* Monsieur Michaël WEBER

* Monsieur Stessy SPEISSMANN

* Madame Christine L'HEUREUX

- Franche-Comté :

* Monsieur Alain LETAILLEUR

* Madame Michèle DURAND-MIGEON

2/ En qualité de représentants des départements désignés par chaque Conseil général parmi ses membres, à raison d'un par Conseil général concerné par le massif vosgien (7 au total) :

- Haute-Saône : Monsieur Laurent SEGUIN, Conseiller général du canton de Faucogney

- Territoire de Belfort : Monsieur Guy MICLO, Conseiller général du canton de Giromagny

- Meurthe-et-Moselle : Monsieur Christophe SONREL, Conseiller général du canton de Bayon

- Moselle : Monsieur David SUCK, Conseiller général du canton de Volmunster

- Vosges : Monsieur Dominique PEDUZZI, Conseiller général du canton de Le Thillot – Suppléant : Monsieur Gilbert POIROT, Conseiller général du canton de Gérardmer

- Bas-Rhin : Madame Alice MOREL, Conseillère générale du canton de Saales

- Haut-Rhin : Monsieur Pierre GSELL, Conseiller général du canton de Munster – Suppléant : Monsieur Jean-Jacques WEBER, Conseiller général du canton de Saint-Amarin

3/ En qualité de représentants des communes et groupements de communes, à raison de 10 au total :

- Monsieur Joseph WEBER, maire de Dabo (57)

- Madame Chantal BERGDOLL, maire de Auxelles-Haut (90)

- Madame Francine HABERT, adjointe de Saint-Dié-des-Vosges (88)

- Monsieur Pierre GRANDADAM, maire de Plaine (67)

- Monsieur Jean-Marie MULLER, maire de Lapoutroie (68)

- Monsieur Claude PETITJEAN, maire de Fougerolles (70)

- Monsieur Bernard RICHARD, maire de Sapois (88)

- Monsieur Jean-Pierre BAUEMLER, Président de la communauté de communes du pays de Thann

- Monsieur Michel HUMBERT, communauté de communes de La Plaine

- Monsieur Guy VAXELAIRE, Président de la communauté de communes de la Haute-Moselotte

II – D'un collège de 12 représentants des activités économiques

1/ En qualité de représentants des chambres consulaires (3 au total) :

- Chambres d'Agriculture : Monsieur Daniel GREMILLET, Président de la Chambre d'Agriculture des Vosges

- Chambres de Commerce et d'Industrie : Monsieur Sylvain JACOBEE, Directeur général de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale des Vosges

- Chambres de Métiers : Monsieur Pascal KNEUSS, Président de la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat de Lorraine

2/ En qualité de représentants des organisations professionnelles (3 au total) :

- Secteur de la sylviculture et de l'agriculture : Monsieur Jérôme MATHIEU, FRSEA Grand Est

- Secteur de l'industrie : Monsieur Yves CROUVEZIER, Syndicat Textile de l'Est

- Secteur du sport ou du tourisme : Monsieur Grégory BONNE, Président du Syndicat National des Accompagnateurs en Montagne – section Massif des Vosges

3/ En qualité de représentants des organisations territoriales du tourisme (3 au total) :

- Alsace : Monsieur Jean KLINKERT, Directeur de l'ADT 68

- Lorraine : Madame Rachel THOMAS, Présidente du CRT Lorraine – Suppléant : Monsieur Peter BOENDERMAKER, directeur-adjoint du CRT Lorraine

- Franche-Comté : Monsieur Eric HOULLEY, Président du CRT Franche-Comté – Suppléant : Monsieur Guy MICLO, Président de la Maison du Tourisme du Territoire de Belfort
- 4/ En qualité de représentants des organisations syndicales de salariés (3 au total) :
- Monsieur Michel VILLAUME, CFDT Lorraine
 - Madame Christiane HEINTZ, FO Lorraine
 - Monsieur Christian BISTON, CGT Lorraine
- III – D'un collège de 12 représentants d'associations, d'organismes gestionnaires de parcs naturels et de personnalités qualifiées dans le domaine de la montagne
- 1/ En qualité de représentants d'associations de tourisme et de sports de nature (3 total) :
- Monsieur Serge SIFFERLEN, Président de l'Association des Fermes Auberges du Haut-Rhin
 - Monsieur Jean-Marc VILLEMIN, Fédération Française de Ski, Comité régional du Massif des Vosges
 - Monsieur Claude SAINT-DIZIER, Président du Comité Régional de Randonnée de Lorraine
- 2/ En qualité de représentants d'associations agréées de protection de la nature et des fédérations de chasse et de pêche (3 au total) :
- Monsieur Jean-François FLECK, MIRABEL-LNE
 - Monsieur Yvan BOVE, Fédération des Chasseurs du Massif des Vosges
 - Monsieur Michel BALAY, Président de la Fédération de Pêche des Vosges
- 3/ En qualité de représentants des organismes gestionnaires de parcs naturels (2 au total) :
- Monsieur Hubert WALTER, Vice-Président du SYCOPARC (Parc Naturel Régional des Vosges du Nord)
 - Monsieur Philippe GIRARDIN, Président du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges – Suppléant : Monsieur Bernard MAETZ, maire de La Grande Fosse
- 4/ En qualité de personnes qualifiées (4 au total) :
- Personnalité désignée pour sa connaissance de la montagne ou du massif : Monsieur Michel DESHAIES, professeur à l'Université de Nancy 2
 - Personnalité désignée pour son rôle dans le développement local : Monsieur Gérard CHERPION, député des Vosges
 - Autres personnalités qualifiées :
 - * Monsieur Jean-Marie REMY
 - * Monsieur Evrard de TURCKHEIM, expert forestier

Article 2 : Le comité de massif pour le Massif vosgien est coprésidé par le Préfet de la Région Lorraine, coordonnateur du Massif vosgien, et par le(la) Président(e) de la commission permanente du comité de massif.

Article 3 : Le secrétariat du comité de massif pour le Massif vosgien est assuré par le Commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection du Massif vosgien.

Article 4 : L'arrêté préfectoral n°2011-230 en date du 23 juin 2011 est abrogé.

Article 5 : Madame le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et le Commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection du massif des Vosges sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres du comité de massif et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine ainsi qu'à celui des préfectures de chacun des départements concernés par ce comité.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet coordonnateur de massif,
Nacer MEDDAH

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Bureau des polices administratives

Arrêté du 2 août 2012 portant homologation d'un circuit de moto-cross à Frouard

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

- VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2215-1 ;
VU le code de la route ;
VU le code du sport, notamment les articles R. 331-35 à R. 331-44 et A. 331-16 à A. 331-21 ;
VU le code de la santé publique, notamment ses articles R. 1334-32 et suivants ;
VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96-1° et 96-2° ;
VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;
VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 7 août 2006 pris pour l'application des articles 5, 7 et 14 du décret n° 2006-554 du 16 mai 2006 relatif aux concentrations et manifestations organisées sur les voies ouvertes ou dans les lieux non ouverts à la circulation publique et comportant la participation de véhicules terrestres à moteur ;
VU les arrêtés préfectoraux d'homologation du circuit de motos cross situé au lieu-dit « Ecluse de Clévant » à FROUARD des 30 avril 2004, 26 avril 2006 et 26 juillet 2006 ;
VU la demande du 12 avril 2010, complétée les 26 avril et 16 juin 2011 puis le 6 avril 2012, de l'association Moto Club de Frouard, dont le siège social est situé 23, rue des Ecoles à Champigneulle (54250), représentée par son président M. Marcel DOHR, sollicitant la ré-homologation du circuit de motos cross de FROUARD ;
VU le plan du circuit ;
VU le règlement intérieur du Moto Club de Frouard ;
VU l'étude acoustique réalisée par le bureau d'étude VENATHEC le 3 juin 2011 et déposée le 16 juin 2011 ;
VU l'avis des services consultés ;
VU l'avis favorable du maire de Frouard ;
VU l'étude d'incidences Natura 2000 ;
VU l'avis de la commission départementale de sécurité routière du 5 juin 2012 ;
VU la visite sur le circuit le 27 juin 2012 d'une représentation de la commission départementale de sécurité routière et le relevé de conclusions ;
SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : Le circuit de moto-cross situé au lieu-dit « Ecluse du Clévant » à FROUARD, tel qu'il est décrit dans le plan annexé au présent arrêté (pièces n°1 et 1.1), est homologué pour une durée de quatre ans à compter de la notification du présent arrêté.
La longueur et la largeur de la piste seront respectivement de 1600 mètres et au moins 6 mètres.

Le circuit de moto-cross est destiné à l'entraînement avec un nombre de 8 motos maximum roulant en même temps et un niveau sonore maximal de 94 dB.

Son accès est réservé à des pilotes ou à des accompagnateurs titulaires d'une licence en cours de validité.

Article 2 : Le propriétaire du circuit et son exploitant sont tenus de maintenir en état la piste, ses dégagements et tous les dispositifs de protection des participants et du public éventuels.

Mesures de sécurité

Si le circuit de moto-cross venait à accueillir du public, la sécurité de celui-ci devra être assurée. Le terrain comprendra alors les dispositifs obligatoires de protection du public et des participants prévus par la réglementation en vigueur.

Le public sera accueilli dans des zones délimitées et clôturées et ne pourra en aucun cas franchir la piste. Un fléchage spécifique indiquera les accès et particularités du circuit.

Le public ne devra jamais pouvoir traverser la piste pour rejoindre un autre point du circuit.

Tous les emplacements réservés aux spectateurs seront en-dehors du polygone circonscrit de la piste, matérialisé dans toute sa longueur par des grillages ou des pneumatiques.

Les lieux interdits au public seront indiqués de manière précise par l'apposition de panneaux « zone interdite » ou « interdit au public » et par un barriérage réglementaire.

La zone de rassemblement et de ravitaillement des véhicules doit être interdite au public et seuls les bidons homologués y sont admis pour la conservation des carburants.

Les carburants doivent être stockés sur le parc « coureurs » et exclusivement dans des bidons métalliques.

Les véhicules admis dans le parc « coureurs » doivent y être stationnés de manière à laisser un accès direct aux secours en tout point du parc.

En tout état de cause, les véhicules seront distants entre eux d'au moins 1,50 m.

Tout feu, de quelque nature que ce soit (culinaire, cigarette, etc...), y sera impérativement interdit. A cette fin, le gestionnaire du circuit insérera cette interdiction au règlement intérieur du parc « coureurs ». De même, il disposera de panneaux, en nombre suffisant, tant à l'extérieur que dans le parc « coureurs » rappelant cette interdiction.

Un parc coureur et un parking spectateurs distincts seront prévus. Aucun stationnement ne sera autorisé sur le domaine public fluvial et les accès de celui-ci, ainsi que sur la RD 40 E.

Le stationnement des véhicules des participants et du public devra être facilité sur le parking à l'intérieur du site et sur ceux prévus à proximité du circuit.

Une liaison téléphonique devra être mise en place pour alerter les secours comme suit :

- centre 18 ou 112 pour les secours sapeurs pompiers,
- centre 15 pour les urgences médicales.

Le gestionnaire du circuit disposera à minima d'une trousse de secours.

Un grillage de protection ou des barrières devront être mis en place de chaque côté du pont enjambant le passage protégé, en plus des mesures existantes actuellement.

De même, des panneaux indiquant l'entrée et le sens de la piste seront posés dans les délais les plus brefs.

Les bordures extérieures du circuit, réalisées par des levées de terre, des rails de sécurité ou des barrières conformes à la réglementation devront préserver le public de toute sortie de route.

Prescriptions particulières

Un passage spécialement aménagé permet l'accès du public aux emplacements qui lui sont réservés dans la zone intérieure du circuit.

Il doit être signalé dans les deux sens par un dispositif rayé de couleur rouge et blanc, attirant l'attention quant à sa faible hauteur.

Article 3 : Afin de préserver la tranquillité publique, l'utilisation du circuit est autorisée :

- les mercredis de 13h00 à 18h00,
- les samedis de 10h00 à 18h00,
- les dimanches et jours fériés de 13h00 à 18h00.

Un effectif maximum de 8 motos sera admis à évoluer simultanément sur le circuit.

L'exploitant précisera, par un règlement intérieur, transmis annuellement aux autorités préfectorales, les conditions générales et particulières d'utilisation du circuit et notamment les niveaux de bruit maxima admis pour chaque catégorie de véhicule, dans la limite de 94 dB.

Article 4 : Des mesures de bruit seront effectuées par l'exploitant dans les conditions définies conjointement avec l'agence régionale de santé Lorraine, en prenant pour référence les normes d'émissions sonores fixées par les fédérations sportives ayant reçu délégation, en application des articles L. 131-14 et suivants du code du sport. Les résultats de ces mesures sont communiquées à l'autorité préfectorale et consignés dans un registre conservé par l'exploitant.

Article 5 : La totalité du terrain sur lequel est implanté le circuit se situe en zone submersible de grand débit sensible aux inondations de la Meurthe et de la Moselle,

Il est donc interdit d'effectuer des constructions ou remblais au-dessus du terrain naturel, préjudiciables à l'expansion des crues, conformément au PPRI d'août 2010.

La pratique du moto-cross sera interdite dès que la cote d'alerte de crue sera dépassée dans le secteur de Frouard.

Article 6 : L'exploitant du circuit doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les pollutions du sol et de l'eau par des produits pétroliers. Il devra donc veiller à ce que les moto-cross utilisant le circuit soient équipées d'un tapis environnemental et devra disposer en permanence de produits absorbants les hydrocarbures.

Article 7 : L'exploitant du circuit veillera à l'hygiène des 4 WC mis à disposition des utilisateurs du circuit, voire du public, dans la limite de 30 personnes, ainsi qu'à celle de la douche solaire.

L'accès menant à ces équipements sanitaires doit être dégagé et accessible aux personnes à mobilité réduite.

Article 8 : Toute modification apportée au circuit entraînera l'annulation de la présente homologation et devra donner lieu à une nouvelle demande.

Article 9 : La demande de renouvellement de l'homologation devra intervenir trois mois avant la date d'expiration de la présente.

Article 10 : La sous-préfète, directrice de cabinet du Préfet, le maire de Frouard et le commandant du groupement départemental de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. Marcel DOHR, président de l'association Moto Club de Frouard,

Et dont copie du présent arrêté sera adressée à :

- au directeur départemental de la cohésion sociale,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au président de la ligue motocycliste de Lorraine,
- au directeur général de l'agence régionale de santé Lorraine,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- à la directrice du service navigation du Nord-Est,
- au directeur départemental des territoires.

Nancy, le 2 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Les annexes mentionnées à l'article 1er sont consultables auprès du bureau des polices administratives de la préfecture.

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.
- Un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur - Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux - Bureau du Contentieux et des Polices Administratives - 11 rue des Saussaies - 75008 PARIS CEDEX 08.
En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière 54036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

*Service interministériel de défense et de protection civile***Arrêté n° 124/SIDPC/2012 du 2 août 2012 accordant l'agrément à la Fédération Française des Secouristes et Formateurs Policiers (FFSFP) pour assurer les différentes formations aux premiers secours**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;
VU l'arrêté ministériel du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;
VU l'arrêté du 30 janvier 2007 portant agrément du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, pour la Fédération Française des Secouristes et Formateurs Policiers (FFSFP) ;
VU l'arrêté du 24 juillet 2007 modifié, fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile, relatif à l'unité d'enseignement « prévention et secours civiques de niveau 1 » P.S.C. 1 ;
VU la demande d'agrément de la Fédération Française des secouristes et formateurs Policiers délégation de la Meurthe-et-Moselle, établie le 8 juillet 2011, pour assurer les formations aux premiers secours, PSC 1, BNMP5, PAE 3 et formations continues ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 15 juillet 2011, par lequel l'agrément départemental a été accordé à la Fédération Française des Secouristes et Formateurs Policiers, pour une durée de deux années ;
VU le certificat d'affiliation en date du 10 juin 2011, du Président de la FFSFP, valable jusqu'au 31/12/2011, nommant M. Alexandre MOREL comme représentant de l'association précitée ;
VU le dossier de déclaration de formation aux premiers secours établi par la Fédération Française des Secouristes et Formateurs Policiers, délégation de la Meurthe-et-Moselle, dont le siège est 46 domaine des Hautes Terres à 54200 Ecrouves ;
VU l'avenant de décision d'agrément n° PSC 1 – 1207P09, relatif à la formation à l'unité d'enseignement « Prévention et secours civique de niveau 1 », délivré par la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la gestion des crises à la Fédération Française des Secouristes et Formateurs Policiers, pour la période du 2/7/2012 au 31/12/2014, en date du 2 juillet 2012 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La Fédération Française des Secouristes et Formateurs Policiers (FFSFP), est reconnue et agréée au niveau départemental, pour assurer les différentes formations aux premiers secours mentionnées dans la demande en date du 8/7/2011, en application du titre 2, chapitre 2, de l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 susvisé, pour une période de deux années, à compter de la date de notification du présent arrêté ;

Article 2 : L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non respect des conditions fixées par l'arrêté ministériel du 8 juillet 1992, relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

Article 3 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet, et M. Alexandre MOREL, délégué pour la Meurthe-et-Moselle de la Fédération Française des Secouristes et Formateurs Policiers, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des Actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau de la citoyenneté***Arrêté du 1er août 2012 portant habilitation dans le domaine funéraire à l'entreprise « TANGUY – MEDIC AMBULANCE » à LACHAPELLE (54120)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2223-1 à L. 2223-46, R. 2213-1 à R 2213-60 et R. 2223-1 à D. 2223-137 ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2011 habilitant pour une durée d'un an, l'entreprise «TANGUY – MEDIC AMBULANCE » ;
VU la demande de renouvellement de l'habilitation formulée par M. Michel TANGUY gérant de l'entreprise «TANGUY – MEDIC AMBULANCE » qu'il exploite au N° 10 rue de Thiaville à LACHAPELLE (54120) ;
CONSIDÉRANT que le dossier est complet ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'entreprise «TANGUY – MEDIC AMBULANCE » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- le transport de corps avant et après mise en bière ;
- l'organisation des obsèques ;
- les soins de conservation (par sous-traitance) ;
- la fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires ;
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- la fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

Article 2 : Le numéro d'habilitation est 2011-54-178.

Article 3 : La présente habilitation est renouvelée jusqu'au 18 avril 2013.

Article 4 : En application de l'article R 2223-63 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire, tout changement dans les indications fournies lors de la demande de délivrance de la présente habilitation devra être déclaré à la préfecture dans le délai de deux mois.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Michel TANGUY et dont copie sera adressée au sous-préfet de LUNEVILLE, au maire de LACHAPELLE et au Directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Nancy, le 1er août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :

- *recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.*

- *recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.*

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.*

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des procédures environnementales

Arrêté interpréfectoral du 27 juin 2012 portant approbation du projet de liaison à 63 000 volts Fontoy - Tucquegnieux

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la Zone de défense et de sécurité Est,

Préfet de la Moselle,

VU le code de l'énergie,

VU le décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques,

VU le dossier déposé le 10 mai 2012 par RTE EDF Transport SA pour réaliser le projet, objet de la demande,

VU les délégations de signature de MM. le préfet de Meurthe-et-Moselle du 1^{er} juin 2012 et de la Moselle du 25 juin 2012,

VU les résultats de la consultation lancée le 16 mai 2012 :

Département de Meurthe et Moselle

- Conseil Général :

- Communauté de communes du Pays Audunois :

- Communauté de communes du Bassin de Landres :

- Mairie de SANCY :

- Mairie de TRIEUX :

- Mairie de TUCQUEGNIEUX :

- EPCI du bassin de LANDRES :

- CHAMBRE D'AGRICULTURE : réponse du 11/06/2012

- Direction régionale de l'office national des forêts :

- ARS (54) : réponse du 30/05/2012

- Direction départementale des territoires :

- ERDF :

Département de la Moselle

- Conseil Général :

- Communauté d'Agglomération Portes de France : réponse du 05/06/2012

- Mairie de FONTOY : réponse du 01/06/2012

- CHAMBRE D'AGRICULTURE 57 : réponse du 11/06/2012

- ARS (57) : réponse du 13/06/2012

- OFFICE NATIONAL DES FORETS : réponse du 07/06/2012

- GRDF :

- Direction Départementale des Territoires : réponse du 7/06/2012

Services régionaux ou nationaux

- REGION MILITAIRE DE DEFENSE NORD-EST : réponse du 24/05/2012

- DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES : réponse du 24/05/2012

- Oléoducs de Défense Commune : réponse du 16/05/2012

- FRANCE TELECOM : réponse du 04/06/2012

VU les observations émises par :

- Communauté d'Agglomération Portes de France (p.m. transmis le 29/05/2012)

- DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES

- CHAMBRE D'AGRICULTURE 54

- CHAMBRE D'AGRICULTURE 57

- OFFICE NATIONAL DES FORETS

- FRANCE TELECOM

- Oléoducs de Défense Commune

- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DRMSS :

VU les réponses apportées à ces demandes par RTE EDF Transport SA le 26 juin 2012,

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 13 février au 15 mars 2012,

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de réponse dans le délai imparti, les avis sollicités sont réputés donnés,

ARRESENT

Article 1er : Le projet de RTE EDF Transport SA est approuvé, conformément au dossier susvisé, à charge pour elle de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Article 2 : Le présent arrêté sera affiché dans les mairies de SANCY, TRIEUX, TUCQUEGNIEUX et FONTOY.

Article 3 : Les Secrétaires Généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine et MM. les maires des communes de SANCY, TRIEUX, TUCQUEGNIEUX et FONTOY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;
- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

La copie conforme de la présente autorisation sera adressée à RTE EDF Transport SA et sa copie à :

- MM. les maires de SANCY, TRIEUX, TUCQUEGNIEUX et FONTOY,
- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, préfet coordonnateur, et M. le préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle.

Metz, le 27 juin 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
Le chef du service Prévention des Risques,
Thomas AILLERET

Arrêté du 1er août 2012 portant déclaration d'utilité publique la construction et l'exploitation du poste de distribution publique de Beuveille à Beuveille en vue de l'établissement des servitudes

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique et notamment son article 12, ensemble les règlements pris pour son application ;

VU la loi modifiée du 15 février 1941 relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution de gaz ;

VU la loi modifiée n°46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;

VU le décret modifié n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes et notamment son article 10 ;

VU le décret modifié n° 85-1108 du 15 octobre 1985 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne le régime des transports de gaz combustibles par canalisations et notamment son titre II ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande d'autorisation du 4 août 2011 par laquelle GRTGaz a sollicité la déclaration d'utilité publique de la construction et de l'exploitation du poste de distribution publique de Beuveille ;

VU les résultats de l'instruction administrative ;

VU le rapport de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 11 juillet 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement de servitudes, les travaux d'établissement du poste de distribution publique de Beuveille et la canalisation connexe.

Article 2 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Beuveille. Il fera également l'objet d'un avis dans deux journaux régionaux.

Article 3 – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le maire de Beuveille, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée au directeur de GRTGaz.

Nancy, le 1er août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 1er août 2012 portant autorisation de construction et d'exploitation du poste de distribution publique de Beuveille sur le territoire de la commune de Beuveille

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU la loi modifiée du 15 février 1941 relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution de gaz ;

VU la loi modifiée n°46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;

VU le décret modifié n° 52-77 du 15 janvier 1952 portant approbation du cahier des charges type des transports de gaz à distance par canalisation en vue de la fourniture de gaz combustible ;

VU le décret modifié n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes et notamment son article 10 ;

VU le décret modifié n° 85-1108 du 15 octobre 1985 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne le régime des transports de gaz combustibles par canalisations et notamment son titre II ;

VU le décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande d'autorisation du 4 août 2011 par laquelle GRTGaz a sollicité l'autorisation de la construction et de l'exploitation du poste de distribution publique de Beuveille ;

VU les résultats de l'instruction administrative ;

VU le rapport de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 11 juillet 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Sont autorisés la construction et l'exploitation par GRTGaz du poste distribution publique de Beuveille et la canalisation connexe sur le territoire de la commune de Beuveille établie conformément au tracé figurant au plan n° 54-A727-L1-PS indice 2 du 27/07/2011 annexé au présent arrêté, ainsi qu'aux décrets susvisés, à charge pour l'exploitant de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les canalisations de transport de gaz.

Article 2 – L'ouvrage autorisé sera construit sur le territoire de la commune de Beuveille.

Article 3 – La construction des ouvrages autorisés devra être entreprise dans un délai de deux ans à dater de la publication du présent arrêté.

Article 4 – La mise en service des ouvrages devra se faire conformément aux dispositions de l'article 32 du décret du 15 octobre 1985 modifié susvisé.

Article 5 – L'autorisation concerne les ouvrages de transport de gaz suivants :

Désignation des ouvrages	Longueur approximative (m)	Pression maximale de service (bar)	Diamètre nominal
Canalisation amont	55	80	80
Poste de distribution publique de Beuveille	/	/	/

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

Article 6 – Le gaz combustible autorisé est livré par les fournisseurs de gaz autorisés aux points d'entrée des réseaux objets de la présente autorisation de transport de gaz.

Le pouvoir calorifique du gaz transporté sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1, 013 bar est compris entre :

* 9,3 et 12,8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à bas pouvoir calorifique,

* 10,7 et 12,8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à haut pouvoir calorifique.

En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, la limite inférieure pourra être abaissée à 9, 3 kWh.

La composition du gaz transporté sera telle qu'il ne puisse entraîner d'effets dommageables sur les canalisations concernées par la présente autorisation.

Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service chargé du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant pour eux de cette mesure.

Article 7 – La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie en cas de non respect des obligations prévues au cahier des charges type tel qu'approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé ou de manquement aux obligations de service public des opérateurs de réseaux de transport de gaz définies par le décret du 19 mars 2004 susvisé.

Article 8 – La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par décision du ministre chargé de l'énergie.

Article 9 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Beuveille.

Article 10 – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 11 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le maire de Beuveille, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée au directeur de GRTGaz.

Nancy, le 1er août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 1er août 2012 portant déclaration d'utilité publique la construction et l'exploitation du poste de distribution publique de Longuyon à Longuyon en vue de l'établissement des servitudes

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique et notamment son article 12, ensemble les règlements pris pour son application ;

VU la loi modifiée du 15 février 1941 relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution de gaz ;

VU la loi modifiée n°46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;

VU le décret modifié n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes et notamment son article 10 ;

VU le décret modifié n° 85-1108 du 15 octobre 1985 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne le régime des transports de gaz combustibles par canalisations et notamment son titre II ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande d'autorisation du 8 août 2011 par laquelle GRTGaz a sollicité la déclaration d'utilité publique de la construction et de l'exploitation du poste de distribution publique de Longuyon ;

VU les résultats de l'instruction administrative ;

VU le rapport de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 11 juillet 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er – Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement de servitudes, les travaux d'établissement du poste de distribution publique de Longuyon et la canalisation connexe.

Article 2 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Longuyon. Il fera également l'objet d'un avis dans deux journaux régionaux.

Article 3 – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le maire de Longuyon, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée au directeur de GRTGaz.

Nancy, le 1er août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 1er août 2012 portant autorisation de construction et d'exploitation du poste de distribution publique de Longuyon sur le territoire de la commune de Longuyon

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU la loi modifiée du 15 février 1941 relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution de gaz ;

VU la loi modifiée n°46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;

VU le décret modifié n° 52-77 du 15 janvier 1952 portant approbation du cahier des charges type des transports de gaz à distance par canalisation en vue de la fourniture de gaz combustible ;

VU le décret modifié n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes et notamment son article 10 ;

VU le décret modifié n° 85-1108 du 15 octobre 1985 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne le régime des transports de gaz combustibles par canalisations et notamment son titre II ;

VU le décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande d'autorisation du 8 août 2011 par laquelle GRTGaz a sollicité l'autorisation de la construction et de l'exploitation du poste de distribution publique de Longuyon ;

VU les résultats de l'instruction administrative ;

VU le rapport de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 11 juillet 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Sont autorisés la construction et l'exploitation par GRTGaz du poste de distribution publique de Longuyon et la canalisation connexe sur le territoire de la commune de Longuyon établie conformément au tracé figurant au plan n° 54-A736-L1-PS indice 2 du 6/04/2012 annexé au présent arrêté, ainsi qu'aux décrets susvisés, à charge pour l'exploitant de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les canalisations de transport de gaz.

Article 2 – L'ouvrage autorisé sera construit sur le territoire de la commune de Longuyon.

Article 3 – La construction des ouvrages autorisés devra être entreprise dans un délai de deux ans à dater de la publication du présent arrêté.

Article 4 – La mise en service des ouvrages devra se faire conformément aux dispositions de l'article 32 du décret du 15 octobre 1985 modifié susvisé.

Article 5 – L'autorisation concerne les ouvrages de transport de gaz suivants :

Désignation des ouvrages	Longueur approximative (m)	Pression maximale de service (bar)	Diamètre nominal
Canalisation amont	55	80	80
Poste de distribution publique de Longuyon	/	/	/

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

Article 6 – Le gaz combustible autorisé est livré par les fournisseurs de gaz autorisés aux points d'entrée des réseaux objets de la présente autorisation de transport de gaz.

Le pouvoir calorifique du gaz transporté sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1, 013 bar est compris entre :

* 9,3 et 12,8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à bas pouvoir calorifique,

* 10,7 et 12,8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à haut pouvoir calorifique.

En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, la limite inférieure pourra être abaissée à 9,3 kWh.

La composition du gaz transporté sera telle qu'il ne puisse entraîner d'effets dommageables sur les canalisations concernées par la présente autorisation.

Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service chargé du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant pour eux de cette mesure.

Article 7 – La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie en cas de non respect des obligations prévues au cahier des charges type tel qu'approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé ou de manquement aux obligations de service public des opérateurs de réseaux de transport de gaz définies par le décret du 19 mars 2004 susvisé.

Article 8 – La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par décision du ministre chargé de l'énergie.

Article 9 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Longuyon.

Article 10 – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 11 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le maire de Longuyon, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée au directeur de GRTGaz.

Nancy, le 1er août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 3 août 2012 donnant acte à la Ville de Nancy de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux d'exploitation attachés au permis d'exploitation du gîte géothermique à basse température pour les besoins de la piscine de Nancy-Thermal à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier, notamment ses articles L.163-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, notamment les articles 43 et suivants ;
VU le décret n° 78-498 du 28 mars 1978 modifié relatif aux titres de recherches et d'exploitation de géothermie ;
VU l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 43 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains ;
VU l'arrêté préfectoral n° 791 du 1er mars 1978 accordant à la Ville de Nancy un permis d'exploitation d'un gîte géothermique à basse température pour les besoins de la piscine de Nancy-Thermal ;
VU la déclaration de la Ville de Nancy en date du 2 février 2011, complétée le 6 juin 2011, portant déclaration d'arrêt définitif des travaux d'exploitation du permis d'exploitation d'un gîte géothermique à basse température pour les besoins de la piscine de Nancy-Thermal ;
VU le courrier en date du 13 juillet 2011 de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, informant la Ville de Nancy de la recevabilité du dossier ainsi compété ;
VU les résultats de la consultation réglementaire ;
VU les rapports et avis de monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine en date du 7 novembre 2011 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 15 novembre 2011 donnant acte à la ville de Nancy de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers d'exploitation attachés au permis d'exploitation du gîte géothermique à basse température de Nancy-Thermal selon les plans et modalités produits à l'appui de sa déclaration ;
VU le procès-verbal de récolement des travaux établi par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine en date du 22 mars 2012 ;
VU le mémoire descriptif des travaux réalisés par la ville de Nancy adressé le 14 mai 2012 à la madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ;
VU le rapport de madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 19 juillet 2012 ;
CONSIDÉRANT l'absence d'impact sur les eaux de surface et souterraines et d'aléa affaissement ;
CONSIDÉRANT que les travaux de mise en sécurité ont été réalisés conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral prenant acte de la déclaration d'arrêt définitif des travaux d'exploitation attachés au permis d'exploitation du gîte géothermique à basse température pour les besoins de la piscine de Nancy-Thermal à Nancy daté du 15 novembre 2011 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Il est donné acte à la ville de Nancy, 1, Place Stanislas, 54000 NANCY, de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux d'exploitation attachés au permis d'exploitation du gîte géothermique à basse température pour les besoins de la piscine de Nancy-Thermal à Nancy.

Article 2 : La surveillance administrative et la police des mines s'appliquant aux travaux d'exploitation du gîte géothermique à basse température pour les besoins de la piscine de Nancy-Thermal à Nancy prennent fin à compter de la notification du présent arrêté, sous réserve des dispositions de l'article L.163-9, alinéa 2 du code minier.

Article 3 : Le présent arrêté est susceptible, dans le délai de deux mois, à compter de sa notification, d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché dans les communes visées à l'article 5. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat de chaque maire.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le maire de Nancy et dont copie sera adressée pour information à :

- messieurs les maires de Laxou, Villers-lès-Nancy et Vandoeuvre-lès-Nancy,
- monsieur le directeur régional des affaires culturelles,
- monsieur le général, commandant la région militaire de défense Nord/Est,
- monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
- monsieur le directeur de l'agence régionale de la santé Lorraine - délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 8 août 2012 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement de la réalisation de six bassins de stockage des eaux pluviales, issues de la réalisation d'un pôle d'excellence dans le domaine aéronautique sur les communes de Charey, Dampvitoux, Dommartin-la-Chaussée, Hageville et Saint-Julien-lès-Gorze, et du rejet de ces eaux pluviales dans l'Yron et dans le Rupt de Mad

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;
VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le Code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-14-1 à R. 11-14-15 ;
VU le Code civil et notamment son article 640 ;
VU la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 modifiée par la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté préfectoral SGAR n° 2009-523 en date du 27 novembre 2009 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;
VU l'arrêté préfectoral du 30 mars 2012 relatif à l'organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement reçu le 10/03/2010, présenté par le Conseil Régional de Lorraine représenté par son Président, enregistré sous le n° 54-2010-00021 et relatif à la base aérienne de CHAMBLEY et à la réalisation d'un aménagement urbain pour la création d'un pôle d'excellence dans le domaine aéronautique ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 mars 2012 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation des travaux précités ;
 VU les résultats de l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 12 avril 2012 au 3 mai 2012 ;
 VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 10 mai 2012 ;
 VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 25 juin 2012 ;
 Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 12 juillet 2012 ;
 VU l'absence d'avis du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté, sollicité par courrier en date du 13 juillet 2012 ;
 CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ARRETE**TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION****Article 1er** : Objet de l'autorisation

Le Conseil Régional de Lorraine, ci-après dénommé le permissionnaire et représenté par son Monsieur le Président, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser six bassins de rétention des eaux pluviales dans le cadre de la création d'un pôle d'excellence dans le domaine aéronautique sur les communes de :

- CHAREY,
- DAMPVITOUX,
- DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE,
- HAGEVILLE,
- SAINT-JULIEN-LES-GORZE

et à rejeter ces eaux pluviales dans l'Yron et dans la Rupt de Mad.

Les rubriques de la nomenclature définie par l'article R. 214-1 du Code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 ha	Autorisation
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Déclaration

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Les installations, ouvrages, travaux, activités ont les caractéristiques suivantes :

Le projet d'aménagement du pôle d'excellence dans le domaine aéronautique se situe sur le site de l'ancienne base de Chambley-Bussières, les communes concernées sont : Charey, Dampvitoux, Dommartin-la-Chaussée, Hagéville et Saint-Julien-Les-Gorze.

La surface du projet est de 475 ha 30 a et 36 ca, un bassin versant de 6 hectares est intercepté, la surface totale du projet prise en compte sera de 481 hectares 30 ares

Les eaux pluviales de ce projet seront stockées et rejetées après régulation dans le milieu naturel grâce à la construction de six (6) bassins de rétention des eaux pluviales. La capacité totale de stockage des eaux pluviales est de 33 960 M3 décomposée comme suit.

Nom du Bassin de rétention	EI	EII	EIII	EIV	EVI	EX
Surface interceptée (en ha)	263,41	31,71	43,35	39,7	5,02	23,93
Volume du bassin amont (période de retour 1 an) (en M3)	11400 M3	1260 M3	3800 M3	2900 M3	420 M3	2070 M3
Volume du bassin aval (période de retour 10 ans) (en M3)	5000 M3	500 M3	3260 M3	1200 M3	380 M3	1770 M3
Volume Total (en M3)	16400 M3	1760 M3	7060 M3	4100 M3	800 M3	3840 M3
Débit de fuite (en L/s/ha)	7	8	7	8	8	8
Débit exutoire (en M3/s)	2,350	0,260	0,300	0,320	0,040	0,190
Coordonnées du rejet	X 906 836 y 6 884 652	X 909 681 Y 6 881 058	X 909 681 Y 6 881 058	X 909 681 Y 6 881 058	X 909 681 Y 6 881 058	X 909 681 Y 6 881 058
Masse d'eau concernée	Yron	Rupt de Mad	Rupt de Mad	Rupt de Mad	Rupt de Mad	Rupt de Mad
Séparateur hydrocarbures	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Régulateur de débit	oui	oui	oui	oui	oui	oui
By-pass ou surverse	oui	oui	oui	oui	oui	oui

TITRE II : DISPOSITIONS GENERALES**Article 3** : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être

porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du Code de l'environnement.

Article 4 : Début et fin des travaux – Mise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation.

Article 5 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au Code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 6 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement, notamment en cas de pollution par hydrocarbures intervenant sur le site, même si ce dernier n'est pas concerné par les périmètres de protection de la prise d'eau alimentant la ville de Metz située sur le Rupt de Mad.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 7 : Remise en état des lieux

En cas de changement de destination du site ou en cas de fin d'activités, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 8 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le Code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 9 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 11 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de :

- CHAREY
- DAMPVITOUX
- DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE
- HAGEVILLE
- SAINT-JULIEN-LES-GORZE

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, ainsi qu'à la mairie de la commune de SAINT-JULIEN-LES-GORZE.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 12 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du Code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du Code de justice administrative.

Article 13 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le sous-préfet de Toul, les maires des communes dont la liste est jointe au présent arrêté, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le commandant du Groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 8 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

ANNEXE
LISTE DES COMMUNES

- CHAREY, DAMPVITOUX, DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE, HAGEVILLE, SAINT-JULIEN-LES-GORZE

Préfecture de Meurthe-et-Moselle
VU pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour

Nancy, le 8 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Bureau,
Annie LEBEL

Arrêté interpréfectoral du 8 août 2012 déclarant d'utilité publique les travaux d'établissement de la ligne souterraine à 63 000 volts Fontoy - Tucquegnieux et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme de Sancy et Fontoy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la Zone de défense et de sécurité Est,

Préfet de la Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1 à L. 122-3, L. 123-1 à L. 123-16 et R. 122-1 à R. 122-16 et R123-1 à R123-23 ;

VU le code rural, notamment son article L. 112-3 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 123-16 et R. 123-23 ;

VU la loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie électrique, notamment son article 12 ;

VU la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, notamment son article 35 ;

VU la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité ;

VU le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les documents d'urbanisme des communes de SANCY et FONTOY ;

VU le dossier relatif à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, comprenant notamment la notice explicative, les plans et règlements incorporant les modifications projetées ;

VU le procès-verbal de la réunion qui s'est tenue à la sous-préfecture de Briey le 12 juillet 2011 en vue de l'examen de la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols de SANCY et de FONTOY ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2012 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la demande de RTE EDF Transport SA en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de la liaison souterraine à 63 000 volts Fontoy - Tucquegnieux et la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols de SANCY et de FONTOY ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ-2012-A-30 du 25 juin 2012 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.36 du 10 juillet 2012 accordant délégation de signature à M. Jean-François RAFFY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU les résultats de l'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU les résultats de l'instruction administrative ;

VU les délibérations des conseils municipaux de FONTOY le 23 mai 2012 et SANCY le 5 juin 2012, favorables à la mise en compatibilité de leur plan d'occupation des sols ;

VU le rapport du Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 27 juin 2012 ;

SUR la proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle,

ARRETEMENT

Article 1er : Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux d'établissement de la liaison souterraine à 63 000 volts FONTOY - TUCQUEGNIEUX sur le territoire des communes de SANCY, TRIEUX, TUCQUEGNIEUX et FONTOY.

Article 2 : Le présent arrêté emporte modification des plans d'occupation des sols de SANCY et de FONTOY, en tant qu'ils sont compatibles avec l'ouvrage projeté. La mise à jour de ces plans d'occupation des sols s'effectuera conformément aux dispositions de l'article R. 123-22 du code de l'urbanisme et suivant les plans annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture Meurthe-et-Moselle, de Moselle et affiché dans les mairies de SANCY, TRIEUX, TUCQUEGNIEUX et FONTOY.

Article 4 MM. les secrétaires généraux de la préfecture de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, Mme la sous-préfète de Briey, M. le sous-préfet de Thionville, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, MM. les directeurs départementaux des territoires de Meurthe-et-Moselle et de Moselle et les maires de SANCY, TRIEUX, TUCQUEGNIEUX et FONTOY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à M. le directeur de RTE EDF Transport SA.

Nancy, le 8 août 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

Metz, le 8 août 2012

Le Préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la Moselle,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Olivier du CRAY

Arrêté du 9 août 2012 portant modification de l'arrêté du 1er août 2012 relatif à l'autorisation de construction et d'exploitation du poste de distribution publique de Beuveille sur le territoire de la commune de Beuveille

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU la loi modifiée du 15 février 1941 relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution de gaz ;

VU la loi modifiée n°46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;

VU le décret modifié n° 52-77 du 15 janvier 1952 portant approbation du cahier des charges type des transports de gaz à distance par canalisation en vue de la fourniture de gaz combustible ;

VU le décret modifié n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes et notamment son article 10 ;

VU le décret modifié n° 85-1108 du 15 octobre 1985 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne le régime des transports de gaz combustibles par canalisations et notamment son titre II ;

VU le décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande d'autorisation du 4 août 2011 par laquelle GRTgaz a sollicité l'autorisation de la construction et de l'exploitation du poste de distribution publique de Beuveille ;

VU les résultats de l'instruction administrative ;

VU le rapport de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 11 juillet 2012 ;

VU l'arrêté du 1er août 2012 portant autorisation de construction et d'exploitation du poste de distribution publique de Beuveille sur le territoire de Beuveille ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Le tableau suivant annule et remplace le tableau de l'article 5 de l'arrêté du 1^{er} août 2012 portant autorisation de construction et d'exploitation du poste de distribution publique de Beuveille sur le territoire de la commune de Beuveille :

Désignation des ouvrages	Longueur approximative (m)	Pression maximale de service (bar)	Diamètre nominal
Canalisation amont	55	67,7	80
Poste de distribution publique de Beuveille	/	/	/

Article 2 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Beuveille.

Article 3 – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le maire de Beuveille, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée au directeur de GRTGaz.

Nancy, le 9 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 9 août 2012 portant modification de l'arrêté du 1er août 2012 relatif à l'autorisation de construction et d'exploitation du poste de distribution publique de Longuyon sur le territoire de la commune de Longuyon

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU la loi modifiée du 15 février 1941 relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution de gaz ;

VU la loi modifiée n°46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;

VU le décret modifié n° 52-77 du 15 janvier 1952 portant approbation du cahier des charges type des transports de gaz à distance par canalisation en vue de la fourniture de gaz combustible ;

VU le décret modifié n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes et notamment son article 10 ;

VU le décret modifié n° 85-1108 du 15 octobre 1985 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne le régime des transports de gaz combustibles par canalisations et notamment son titre II ;

VU le décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande d'autorisation du 4 août 2011 par laquelle GRTGaz a sollicité l'autorisation de la construction et de l'exploitation du poste de distribution publique de Longuyon ;

VU les résultats de l'instruction administrative ;

VU le rapport de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine du 11 juillet 2012 ;

VU l'arrêté du 1^{er} août 2012 portant autorisation de construction et d'exploitation du poste de distribution publique de Longuyon sur le territoire de Longuyon ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Le tableau suivant annule et remplace le tableau de l'article 5 de l'arrêté du 1^{er} août 2012 portant autorisation de construction et d'exploitation du poste de distribution publique de Longuyon sur le territoire de la commune de Longuyon :

Désignation des ouvrages	Longueur approximative (m)	Pression maximale de service (bar)	Diamètre nominal
Canalisation amont	55	67,7	80
Poste de distribution publique de Longuyon	/	/	/

Article 2 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Longuyon.

Article 3 – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le maire de Longuyon, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée au directeur de GRTGaz.

Nancy, le 9 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 9 août 2012 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour réaliser des travaux topographiques et des sondages de reconnaissance géotechnique nécessaires à l'actualisation des études acoustiques sur le territoire de la commune de Champigneulle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article 433-11 du code pénal ;

VU la loi du 29 décembre 1892 modifiée sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution de travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Lorraine du 2 août 2012 sollicitant l'autorisation pour les agents de la DREAL et les agents mandatés par eux de pénétrer dans les propriétés privées pour réaliser des travaux topographiques et des sondages de reconnaissance géotechnique nécessaires à l'actualisation des études acoustiques sur le territoire de la commune de Champigneulle ;

VU le plan sur lequel figure les secteurs affectés par le bruit ;

CONSIDÉRANT qu'il importe de faciliter les études sur le terrain du projet dont il s'agit ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er - Les agents et mandataires de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées pour réaliser des travaux topographiques et des sondages de reconnaissance géotechnique nécessaires à l'actualisation des études acoustiques sur le territoire de la commune de Champigneulle.

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées sur le ban communal de Champigneulle dans les secteurs affectés par le bruit selon le plan annexé au présent arrêté.

Article 2 - Chacun des agents sera en possession d'une copie du présent arrêté ainsi qu'un ordre de mission qui devront être présentés à toute réquisition.

Article 3 - L'introduction des agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 1er de la loi du 29 décembre 1892 modifiée, soit :

- pour les propriétés closes autres que les maisons d'habitation, à l'expiration d'un délai de cinq jours à compter de la notification individuelle du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété. A défaut de gardien connu dans la commune, la DREAL devra notifier le présent arrêté au propriétaire en mairie.

- pour les propriétés non closes : à l'expiration d'un délai d'affichage de dix jours en mairie.

Article 4 - Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Article 5 - Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés par les agents chargés des études seront à la charge de la DREAL. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif.

Article 6 - Le maire est invité à prêter, s'il y a lieu, son concours et, au besoin, l'appui de son autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des opérations envisagées.

En cas d'opposition à ces opérations, il est enjoint aux fonctionnaires municipaux et à tous les agents de la force publique d'intervenir pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent.

Article 7 - Le présent arrêté sera affiché dans la commune concernée.

Article 8 - La présente autorisation est valable deux ans et sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois de sa date.

Article 9 - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 10 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de Champigneulle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Convention d'utilisation n° 54-2010-10 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP

Le 19 juillet 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2010-10 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du Préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, le propriétaire,

et

Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP Espace Riberpray rue de Belle Isle à Metz, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour l'exercice de ses missions des locaux faisant partie d'un ensemble immobilier appartenant à l'Etat, sis à Conflans en Jarnisy et cadastré section AC n°77 la Ville pour 14a 25ca et section AC n°378 rue du général de Gaulle pour 6a 62ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
Le Sous-Préfet de Brieu,
Christine BOEHLER

Convention d'utilisation n° 54-2010-12 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP

Le 19 juillet 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2010-12 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du Préfet de Meurthe-et-Moselle

qui lui a été consentie, le propriétaire,
et

Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP Espace Riberpray rue de Belle Isle à Metz, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour l'exercice des missions du commissariat de Police de Pont-à-Mousson, des locaux sis à Pont-à-Mousson faisant partie d'un ensemble immobilier appartenant à l'Etat cadastré section AB n°658 Place Saint Antoine pour 1a 87ca et de l'ensemble immobilier placé sous le régime de la copropriété cadastré section AB n°656 rue Monseigneur Ammann pour 4a 21ca dans lequel l'Etat est propriétaire des lots 1, 3 et 5.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
Le Sous-Préfet de Briey,
Christine BOEHLER

Convention d'utilisation n° 54-2010-13 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP

Le 19 juillet 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2010-13 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du Préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, le propriétaire,

et

Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP Espace Riberpray rue de Belle Isle à Metz, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour l'exercice de ses missions des locaux faisant partie de l'ensemble immobilier appartenant à l'Etat, sis à Villerupt section AD n°87 pour 2a 72ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
Le Sous-Préfet de Briey,
Christine BOEHLER

Convention d'utilisation n° 54-2010-16 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP

Le 19 juillet 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2010-16 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du Préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, le propriétaire,

et

Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP Espace Riberpray rue de Belle Isle à Metz, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour l'exercice de ses missions des locaux faisant partie de l'ensemble immobilier appartenant à l'Etat, sis à Nancy, cadastré section BC n°59, 38 boulevard Lobau pour 40a 95ca et section BC n°420, boulevard Lobau pour 21a 25ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
Le Sous-Préfet de Briey,
Christine BOEHLER

Convention d'utilisation n° 54-2010-17 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP

Le 19 juillet 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2010-17 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du Préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, le propriétaire,

et

Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP Espace Riberpray rue de Belle Isle à Metz, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour l'exercice de ses missions des locaux faisant partie de l'ensemble immobilier appartenant à l'Etat, sis à Toul avenue du colonel Péchot, cadastré section BR n°104 pour 24a 91ca et section BR n°116, boulevard Lobau pour 2a 05ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
Le Sous-Préfet de Briey,
Christine BOEHLER

Convention d'utilisation n° 54-2010-19 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP

Le 19 juillet 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2010-19 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du Préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, le propriétaire,

et

Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP Espace Riberpray rue de Belle Isle à Metz, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour l'exercice de ses missions des locaux faisant partie de l'ensemble immobilier appartenant à l'Etat sis à Dombasle sur Meurthe cadastré section AY n°55 rue Filderstadt pour 25a 13ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
Le Sous-Préfet de Briey,
Christine BOEHLER

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-060 en date du 7 août 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de fauchage en accotement sur la RN 52

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 02 aout présenté par le district de Metz ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 02 aout 2012 ;

VU l'avis du district de Metz en date du 02 aout 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 3+000 au PR 00+000	
SENS	Sens : Belgique-Metz	
SECTION	Section courante	
NATURE DES TRAVAUX	Travaux de fauchage en accotement	
PERIODE GLOBALE	Le vendredi 10 août 2012 (Levée du chantier si compte tenu du trafic, des perturbations importants sont constatées)	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation de la voie de droite en chantier mobile à l'avancement des travaux.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR Est	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Montagne

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Le 10 août 2012 de 8h30 à 15h00	A 30 Du PR 3+000 au PR 00+000 Sens Belgique / Metz	Neutralisation de la voie de droite en chantier mobile à l'avancement des travaux.	Circulation sur la voie de gauche.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 7 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-063 en date du 10 août 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire à l'intersection des RD42b, RD910 et bretelles entrée/sortie de l'autoroute A31 sens Nancy/Metz, sur le territoire communal de Lesménils

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

- VU le code de la voirie routière ;
VU le code de la route ;
VU le code de justice administrative ;
VU le code pénal ;
VU le code de procédure pénale ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;
VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;
VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
VU le dossier d'exploitation en date du 17/07/2012 présenté par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis du Conseil Général de Moselle en date du 23/05/2012 ;
 VU l'avis de la commune de Pont-à-Mousson en date du 30/05/2012 ;
 VU l'information de la commune de Atton ;
 VU l'information de la commune de Lesménils ;
 VU l'information de la commune de Nomeny ;
 VU l'information de la commune de Raucourt ;
 VU l'information de la commune de Cheminot ;
 VU l'information de la commune de Louvigny ;
 VU l'information de la commune de Saint-Jure ;
 VU l'information de l'aéroport Metz-Nancy Lorraine ;
 VU l'information de la gare Lorraine TGV ;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 30 juillet 2012 ;
 VU l'information du CRICR de Metz ;
 VU l'avis du district de Metz en date du 01 août 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPERES (PR)	Échangeur n°28 LESMENILS	
SENS	NANCY - METZ	
SECTION	Bretelles de sortie Nancy - St-Avold et d'entrée St-Avold - Metz	
NATURE DES TRAVAUX	Aménagement d'un giratoire sur la RD910 au débouché de la bretelle de sortie Nancy - St-Avold	
PERIODE GLOBALE	Coupure des bretelles du 20 août au 03 septembre 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Phase 1 coupure bretelle de sortie Nancy - St-Avold à partir du 20 août Phase 2 coupure bretelle d'entrée St-Avold - Metz à partir du 27 août Nuit du 29 au 30 août bretelle d'entrée St-Avold - Nancy Réouverture des bretelles le 03 septembre	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - avant échangeur d'Atton : Conseil Général - entre échangeur d'Atton et échangeur de Lesménils : DIREST	MISE EN PLACE PAR : - avant échangeur d'Atton : PARC - entre échangeur d'Atton et échangeur de Lesménils : DIREST

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 20 août 2012 à 8h00 jusqu'au 03 septembre 2012 à 18h00	Sens Nancy-Metz	Fermeture de la bretelle de sortie Nancy - Saint-Avold	Les usagers circulant sur l'A31 en provenance de Nancy et souhaitant se rendre en direction de St-Avold, de l'aéroport régional ou de la gare Lorraine TGV emprunteront les RD120 et RD913 (Nomeny) pour retrouver la RD910 en direction de St-Avold. Les usagers circulant sur l'A31 en provenance de Nancy et souhaitant se rendre en direction de Verdun seront déviés par l'échangeur n° 27 d'Atton, puis emprunteront les RD120 et 657 (Pont-à-Mousson) pour retrouver la RD910.
		A31 - Échangeur n° 28	Fermeture de la bretelle de sortie Nancy - Verdun	
		Sens Metz-Nancy	Fermeture de la bretelle de sortie Metz - Saint-Avold	
2	Du 27 août 2012 à 8h00 jusqu'au 03 septembre 2012 à 18h00	A31 - Échangeur n° 28	Fermeture de la bretelle d'entrée Saint-Avold - Metz	Les usagers circulant sur l'A31 en provenance de Metz et souhaitant se rendre en direction de St-Avold seront redirigés en direction de Pont-à-Mousson et feront demi-tour sur le giratoire d'entrée de Lesménils pour retrouver la direction de Saint-Avold.
		Sens Nancy-Metz	Fermeture de la bretelle d'entrée Pont-à-Mousson - Metz	
		A3 - Échangeur n° 28		Les usagers circulant sur la RD910 en provenance de St-Avold et souhaitant se rendre en direction de Metz seront déviés par la RD955. Les usagers de la gare Lorraine TGV et de

3	Nuit du 29 au 30 août 2012 de 20h00 à 8h00	Sens Metz-Nancy A31 - Échangeur n° 28 RD910 dans les deux sens de circulation	Fermeture de la bretelle d'entrée Saint-Avold – Nancy Coupure de la RD 910 au droit du chantier	l'aéroport régional souhaitant se rendre en direction de Metz seront déviés par la RD913. Les usagers en provenance de Pont-à-Mousson et souhaitant se rendre en direction de Metz seront déviés par l'A31 en direction de Nancy jusqu'à l'échangeur n° 27 d'Atton où ils reprendront l'A31 en direction de Metz. Les usagers circulant sur l'A31 en provenance de Metz et souhaitant se rendre en direction de St-Avold seront redirigés en direction de Pont-à-Mousson et feront demi-tour sur le giratoire d'entrée de Lesménils pour retrouver la direction de St-Avold puis ils seront déviés par l'A31 en direction de Nancy jusqu'à l'échangeur n° 27 d'Atton puis emprunteront les RD120, RD913 (Nomeny) et RD910 en direction de Saint-Avold. Les usagers circulant sur la RD910 en provenance de St-Avold et souhaitant se rendre en direction de Nancy seront déviés par les RD913 et 120 (Nomeny) pour prendre l'A31 en direction de Nancy au niveau de l'échangeur n° 27 d'Atton.
---	--	--	--	---

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3. Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Pont-à-Mousson, Atton, Lesménils, Nomeny, Raucourt, Cheminot, Louvigny et Saint-Jure ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Pont-à-Mousson, Atton, Lesménils, Nomeny, Raucourt, Cheminot, Louvigny et Saint-Jure.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société LINGENHELD TP,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 10 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 0874/2012 du 10 août 2012 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy au 1er juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissements : Nancy 540 009 701 - Flavigny 540 013 737 - Lay-Saint-Christophe 540 009 412

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012, relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012, relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS/DT 54 N°0401/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy pour l'exercice 2012 ;
VU l'arrêté ARS-DT 54 N° 0822/2012 du 2 août 2012, fixant les tarifs de prestations applicables à l'IRR au 1er juillet 2012 ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté ARS-DT 54 N° 0822/2012 du 2 août 2012 susvisé est rapporté.

Article 2 : A partir du 1er juillet 2012 sera appliqué pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant :

HOSPITALISATION COMPLETE

36 : SSR avec mention spécialisée 599.49 €

HOSPITALISATION DE JOUR

58 : SSR avec mention spécialisée 273.11 €

59 : Soins externes de réadaptation (ambulatoire) 143.59 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur de l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Docteur Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0884 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2012, par la Maternité Régionale de NANCY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 964 394 € soit :

- 1) 2 932 356 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 601 397 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 190 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 24 998 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 305 086 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 685 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 15 314 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 5 929 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 10 795 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 10 795 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Docteur Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0885 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2012, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 630 840 € soit :

- 1) 1 576 470 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 285 954 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 31 059 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 3 067 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 254 578 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 812 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 17 947 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 36 423 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Docteur Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0886 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2012, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 041 742 € soit :

1) 1 986 906 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 764 798 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

26 871 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

3 806 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

185 415 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

6 016 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 31 353 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 23 483 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Docteur Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0887 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2012, par le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 533 542 € soit :

1) 532 912 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

455 695 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

17 089 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

59 805 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

323 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 630 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Docteur Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0888 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2012, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 175 459 € soit :

175 459 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

173 912 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

1 547 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Docteur Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0889 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2012, par le Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 74 917 € soit :

74 917 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

74 917 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Docteur Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0890 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2012, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 653 477 € soit :

1) 2 584 530 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 248 792 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

45 245 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

6 694 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

281 425 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 374 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 46 060 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 22 887 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Docteur Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0891 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2012, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 291 398 € soit :

291 398 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

171 919 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

111 895 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

7 584 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Docteur Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0892 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2012, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 31 704 828 € soit :

1) 26 865 828 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

24 015 312 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

92 847 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 696 243 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

37 234 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

24 192 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 4 063 145 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 765 021 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 10 834 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

10 834 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Docteur Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0893 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandoeuvre-lès-Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2012, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 451 922 € soit :

1) 3 111 800 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 853 887 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

256 161 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 752 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 335 063 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 5 059 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Docteur Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0894 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2012, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 39 233 € soit :

39 233 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

39 233 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Docteur Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012- 0895 du 13 août 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2012, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

ARRETE

Article 1er - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 451 941 € soit :

1) 2 232 959 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 029 328 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

8 306 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

193 955 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 370 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 272 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 183 231 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 35 479 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

11 435 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

21 849 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

2 195 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Docteur Odile de JONG

Prévention et promotion de la santé

Décision n° 2012-0533 du 31 juillet 2012 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour les Usagers de Drogues (CAARUD) géré par l'association AGU 54 - FINESS N° 54 001 5799

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012, publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU l'arrêté du 6 juin 2012 publié au journal officiel du 22 juin 2012 fixant les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L-314-3-3 du code de l'action sociale ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD5C/DGS/DSS/2012/199 du 7 juin 2012 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2012 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartenements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisés (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;

VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAARUD « L'échange », géré par l'association AGU, sont fixées comme suit à compter du 1^{er} Août 2012 :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	48 140
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	111 630
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	15 396
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	175 166
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	166 192
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	6 650
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	2 324
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	175 166

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du CAARUD « l'échange », géré par l'association AGU, est fixée à 166 192 €.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2012 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement.

Nancy, le 31 juillet 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Docteur Odile de JONG

Décision n° 2012-0535 du 8 août 2012 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA), 29 avenue de Lattre de Tassigny à Nancy - FINESS N° 54 0005337

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012, publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU l'arrêté du 6 juin 2012 publié au journal officiel du 22 juin 2012 fixant les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L-314-3-3 du code de l'action sociale ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté ARS n° 2010-129 en date du 5 juillet 2010 portant autorisation de transformation du centre de cure ambulatoire en alcoologie (CCAA) de Nancy et du centre de soins spécialisés en toxicomanie (CSST) de Nancy, gérés par le centre hospitalier universitaire de Nancy, en centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) par regroupement des activités ;

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD5C/DGS/DSS/2012/199 du 7 juin 2012 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2012 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartenant de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisés (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;

VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSAPA, géré par le CHU de Nancy, sont fixées comme suit à compter du 1^{er} Août 2012 :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	327 717
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	1 483 298
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	195 446
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	2 006 461
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	2 006 461
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	2 006 461

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du CSAPA, géré par le CHU de Nancy, est fixée à 2 006 461 €. Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2012 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à Monsieur le Directeur Général du CHU de Nancy.

Nancy, le 8 août 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Docteur Odile de JONG

Décision n° 2012-0536 du 8 août 2012 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) géré par l'association Alpha-santé à Hayange - FINESS N° 54 001 2275

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;
 VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012, publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
 VU l'arrêté du 6 juin 2012 publié au journal officiel du 22 juin 2012 fixant les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L-314-3-3 du code de l'action sociale ;
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2010-140 du 5 juillet 2010 portant autorisation de création d'un centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) à Mont-Saint-Martin, géré par l'association Alpha-santé à HAYANGE, par fusion/absorption des centre de cure ambulatoire en alcoologie (CCAA), géré par l'association Alpha-santé avec le centre de soins spécialisés pour toxicomanes (CSST), géré par l'association Tandem à Villerupt ;
 VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD5C/DGS/DSS/2012/199 du 7 juin 2012 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2012 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisés (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;
 VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSAPA, géré par l'association Alpha-santé à Hayange, sont fixées comme suit à compter du 1^{er} Août 2012 :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	37 473
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	779 745
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	142 290
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	959 508
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	947 013
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	12 495
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	959 508

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du CSAPA, géré par l'association Alpha-santé à Hayange, est fixée 947 013 €.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2012 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement.

Nancy, le 8 août 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Pour le Délégué Territorial,
 L'Animateur Territorial,
 Docteur Odile de JONG

Décision n° 2012-0537 du 8 août 2012 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Lits Halte Soins Santé (LHSS), 12, boulevard Jean Jaurès - 54000 Nancy - FINESS N° 54 001 6938

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;
 VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012, publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
 VU l'arrêté du 6 juin 2012 publié au journal officiel du 22 juin 2012 fixant les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L-314-3-3 du code de l'action sociale ;
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU les arrêtés DDASS n° 3906 du 30 novembre 2006 autorisant le fonctionnement d'une structure lits halte soins santé (LHSS) d'une capacité de 10 lits, n° 373 du 16 avril portant extension non significative de 3 places supplémentaires ainsi que l'arrêté n° 384 du 10 juillet 2009 portant cette extension de la capacité à 7 nouvelles places, passant ainsi à 20 places LHSS ;

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD5C/DGS/DSS/2012/199 du 7 juin 2012 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2012 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisés (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;

VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire,

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles des LHSS, gérés par l'association « Accueil et réinsertion sociale » (ARS) à NANCY, sont fixées comme suit à compter du 1^{er} Août 2012 :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	137 103
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	542 277
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	117 734,77
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	797 114,77
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	749 068
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	8 000
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	39 893
	Reprise d'excédents	153,77
	TOTAL Recettes	797 114,77

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement des lits halte soins santé (LHSS), gérés par l'association « accueil et réinsertion sociale », est fixée à 749 068 €.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2012 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement.

Nancy, le 8 août 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Docteur Odile de JONG

Décision n° 2012-0544 du 14 août 2012 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2012 - Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour les Usagers de Drogues (CAARUD) géré par l'association AIDES 54 - FINESS N° 54 001 5658

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012, publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU l'arrêté du 6 juin 2012 publié au journal officiel du 22 juin 2012 fixant les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L-314-3-3 du code de l'action sociale ;

VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD5C/DGS/DSS/2012/199 du 7 juin 2012 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2012 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisés (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;

VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire,

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAARUD, géré par l'association AIDES 54, sont fixées comme suit à compter du 1^{er} Août 2012 :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	56 748
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	94 461
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	24 034
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	175 243

Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	175 243
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	175 243

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement du CAARUD, géré par l'association AIDES 54, est fixée à 175 243 €.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 31 juillet 2012 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement.

Nancy, le 14 août 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Docteur Odile de JONG

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service produits de santé et biologie

Arrêté ARS n° 2012-0669 du 27 juin 2012 relatif à la suppression de l'autorisation de dispenser de l'oxygène à usage médical de la Société AIR PRODUCTS HEALTHCARE France pour son site de rattachement sis à Velaine-en-Haye (54840)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.4211-5 ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/AES n° 0261/08 du 28 mars 2008 autorisant la SAS DOMISANTE sise rue Championnet à Paris (75018), à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical pour son site de rattachement situé Parc de Haye, 19 route Henry à Velaine-en-Haye (54840) ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/AES/MH/MC n° 0103-08 du 5 février 2009 portant modification de l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical suite au changement de dénomination sociale de la SAS DOMISANTE en AIR PRODUCTS HEALTHCARE France ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil central de la section D de l'Ordre national des pharmaciens en date du 2 décembre 2011 ;

CONSIDÉRANT la demande d'autorisation de fermeture du site de Velaine-en-Haye (54840) exploité par la SAS AIR PRODUCTS HEALTHCARE France, dont le siège social est sis au 78 rue Championnet à Paris (75018), déposée le 4 juillet 2011 et complétée par courrier le 3 octobre 2011 ;

CONSIDÉRANT les conclusions définitives du rapport d'enquête diligentée le 6 janvier 2012 formulées par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté est supprimée l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical délivrée à la société AIR PRODUCTS HEALTHCARE France sise rue Championnet à Paris (75018), pour son site de rattachement situé Parc de Haye, 19 route Henry à Velaine-en-Haye (54840)

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY cedex pour le recours contentieux.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la Société AIR PRODUCTS HEALTHCARE France,
 - Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens – Section D,
- et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de région Lorraine et de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté ARS n° 2012-0670 du 27 juin 2012 relatif à la suppression de l'autorisation de dispenser de l'oxygène à usage médical de la Société HENNO OXYGENE pour son site de rattachement sis à Gondreville (54840)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.4211-5 ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

VU l'arrêté DDASS/AES/JFL/MC n° 3484 du 7 juin 2006 autorisant la société HENNO OXYGENE à dispenser de l'oxygène à domicile à usage médical pour son site de Gondreville ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil central de la section D de l'Ordre national des pharmaciens en date du 2 décembre 2011 ;

CONSIDÉRANT la demande d'autorisation de fermeture du site de Gondreville (54840) exploité par une de ses filiales, la société HENNO OXYGENE, déposée par la SAS AIR PRODUCTS HEALTHCARE France, dont le siège social est sis au 78 rue Championnet à Paris (75018), le 4 juillet 2011 et complétée par courrier le 3 octobre 2011 ;

CONSIDÉRANT les conclusions définitives du rapport d'enquête diligentée le 6 janvier 2012 formulées par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté est supprimée l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical délivrée à la société HENNO OXYGENE sise 5 rue des Frères Beaumont à FLERS-EN-ESCREBIEUX (59128), pour son site de rattachement situé Parc Club du Bois du Tambour à GONDREVILLE (54840).

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY cedex pour le recours contentieux.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :
- la Société AIR PRODUCTS HEALTHCARE FRANCE,
- Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens – Section D ;
et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de région Lorraine et de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté ARS n° 2012-0671 du 27 juin 2012 relatif à la demande d'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical sollicitée par la Société AIR PRODUCTS HEALTHCARE France

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L.4211-5 ;
VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;
VU l'arrêté ARS n° 2012-0669 du 27 juin 2012 relatif à la suppression de l'autorisation de dispenser de l'oxygène à usage médical de la société Air Products Healthcare France pour son site de rattachement sis à Velaine-en Haye (54840) ;
VU l'arrêté ARS n° 2012-0670 du 27 juin 2012 relatif à la suppression de l'autorisation de dispenser de l'oxygène à usage médical de la société Henno Oxygene pour son site de rattachement sis à Gondreville (54840) ;
CONSIDERANT la demande déposée par la SAS AIR PRODUCTS HEALTHCARE France, dont le siège social est sis au 78 rue Championnet à Paris (75018), d'autorisation de transfert de ses activités du site de Velaine-en-Haye (54840) à celui de Gondreville (54840) déposée le 4 juillet 2011 et complétée par courrier le 3 octobre 2011 ;
CONSIDERANT les conclusions définitives du rapport d'enquête diligentée le 6 janvier 2012 formulées par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
CONSIDERANT l'avis favorable du Conseil Central de la Section D de l'Ordre National des Pharmaciens émis le 2 décembre 2011 ;
CONSIDERANT que ce transfert est concomitant avec la suppression de l'autorisation délivrée à HENNO OXYGENE sise 5 rue des Frères Beaumont à FLERS-EN-ESCREBIEUX (59128), pour ce site situé Parc Club du Bois du Tambour à Gondreville (54840), et la fermeture du site exploité par la SAS AIR PRODUCTS HEALTHCARE, Parc de Haye, 19 route Henry à Velaine-en-Haye (54840) ;

ARRETE

Article 1er : La Société « AIR PRODUCTS HEALTHCARE » est autorisée à dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique : Société par Actions Simplifiée

Siège social : 78 rue Championnet à Paris (75018)

Site de rattachement : Parc Club du Bois du Tambour à GONDREVILLE (54842)

Pharmacien responsable : Monsieur Jean François KREMER – 7 jours par mois

Pharmacien : Mme Agnès KRIEBITZSCH – 30 heures par mois

Aire géographique desservie : Lorraine : Meurthe et Moselle (54), Meuse (55), Moselle (57), Vosges (88)

Alsace : Bas Rhin (67) Haut Rhin (68)

Champagne-Ardenne : Haute-Marne (52)

Article 2 : Toute modification des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation doit donner lieu à déclaration ;

Article 3 : Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Article 4 : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

Article 5 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY cedex pour le recours contentieux.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la Société « AIR PRODUCTS HEALTHCARE »,

- Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens – Section D,

- Messieurs les directeurs des caisses primaires d'assurance maladie des départements desservis,

et inséré aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté ARS n° 2012-0679 du 2 juillet 2012 autorisant le transfert de l'officine de pharmacie exploitée par Monsieur Philippe CASADEI DELLA CHIESA, du 85 rue Paul Langevin à Thil (54880) au numéro 58 rue Paul Langevin au sein de la même commune - Licence n° 54#001070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;

VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;

VU l'arrêté du 21 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 février 1950 portant l'octroi de la licence n°176 pour l'exploitation d'une officine de pharmacie sise Place de la Mairie à Thil (54880) ;

VU la déclaration d'exploitation n° 998 enregistrée le 23 décembre 1997 pour une exploitation par Monsieur Philippe CASADEI DELLA CHIESA de l'officine de pharmacie sise 85 rue Paul Langevin à THIL (54880) ;

CONSIDERANT la demande présentée par Monsieur Philippe CASADEI DELLA CHIESA, Docteur en Pharmacie, en vue de transférer son officine du 85 rue Paul Langevin à THIL (54880) au numéro 58 rue Paul Langevin au sein de la même commune, enregistrée au vu de l'état complet du dossier le 2 avril 2012 ;

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :

- l'avis favorable émis par le Préfet de Meurthe et Moselle en date du 16 avril 2012 ;

- l'avis favorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 10 mai 2012 ;

- l'avis favorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle en date du 23 avril 2012 ;

- l'absence d'avis de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine sollicitée par courrier du 5 avril 2012 ;

- l'avis favorable émis par l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine en date du 30 mai 2012 ;

CONSIDERANT que, au vu de la demande déposée, les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies dans le respect des remarques émises ;
CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Thil où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 1615 habitants selon le recensement de la population légale en 2009 entré en vigueur le 1er janvier 2012 ;
CONSIDERANT que, conformément à l'article L. 5125-14 du Code de la Santé Publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer au sein d'une même commune ;
CONSIDERANT qu'une seule officine est installée sur la commune de Thil ;
CONSIDERANT que l'emplacement proposé est plus accessible que l'emplacement précédent situé dans un virage ;
CONSIDERANT que le lieu proposé garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;
CONSIDERANT par conséquent que l'emplacement permettra de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans le quartier d'accueil sans compromettre l'approvisionnement du quartier d'origine ;
CONSIDERANT que ce transfert devrait permettre une amélioration de l'exercice professionnel et du service rendu à la population ;

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par Monsieur Philippe CASADEI DELLA CHIESA, en vue de transférer son officine au 58 rue Paul Langevin à Thil (54880) est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n° 54#001070.

Article 3 : L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation pourra être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé uniquement en cas de force majeure.

Article 4 : L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente autorisation devra être déclarée auprès du Conseil compétent de l'Ordre des Pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 : La licence n°176 octroyée en date du 13 février 1950 sera caduque dès la date effective du transfert.

Article 6 : L'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un regroupement ni être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constaté par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 : En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

Article 9 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Philippe CASADEI DELLA CHIESA et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle,
 - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
 - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
 - Monsieur le Président de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine,
 - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle,
- et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la Région Lorraine et de Meurthe et Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté ARS n° 2012-0693 du 6 juillet 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO », 89 rue de l'Hôtel de Ville - Frouard (54390) enregistrée sous le n° 12

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.19 du 19 Mars 2012 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François BENEVEISE Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région LORRAINE ;

VU l'arrêté DDASS/AES n°0182-09 du 23 février 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » ; dont le siège se situe 89 rue de l'Hôtel de Ville – 54390 FROUARD, enregistrée sous le n°12

CONSIDÉRANT la demande présentée le 23 Avril 2012, et complétée les 11 et 16 mai, le 6 juin 2012 par la société SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » ; sis 89 rue de l'Hôtel de Ville – 54390 FROUARD.

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la transformation de 3 laboratoires de biologie médicale existants et autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée, en un laboratoire de biologie médicale multi-sites implanté sur 3 sites dont le siège social de la SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » est situé au 89 rue de l'Hôtel de Ville – 54390 FROUARD ;
- la fusion par transmission universelle de patrimoine de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « LABORATOIRE MEDICO BIOLOGIQUE ATOUTBIO » dont le siège social se situe 1170 avenue Raymond Pinchard 54100–NANCY, au profit de la SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO »
- la dissolution sans liquidation de la SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO »
- la nomination en qualité de cogérants de la société et d'associés commandités de Monsieur Jean-Marcel PAULUS, Madame Géraldine DAP, Madame Alexandra MEYER, Madame Laure COMBES, Monsieur Alain DAUCH et Monsieur Michel MUSQUAR

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté DDASS/AES n°0182-09 du 23 février 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » sise 89 rue de l'Hôtel de Ville – 54390 FROUARD sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : « LABORATOIRE ATOUTBIO »,

Siège social : 89 rue de l'Hôtel de Ville - 54390 FROUARD

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions (SELCA)

Sites exploités : La Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » agréée sous le n°12, exploite à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale sis 89 rue de l'Hôtel de Ville – 54390 FROUARD inscrit sous le n° 54-12, implanté sur les 9 sites ci-dessous :

- 89 rue de l'Hôtel de Ville – 54390 Frouard
- 70 rue Stanislas – 54000 Nancy
- 3 rue Mère Térèse - 54270 Essey-les Nancy
- 1170 avenue Raymond Pinchard - 54100 Nancy
- 2 rue des IV Eglises - 54000 Nancy
- 9 square de liège 54500 - Vandoeuvre les Nancy
- « Les Nations » 23 boulevard de l'Europe - 54500 Vandoeuvre les Nancy
- 17 bis rue de la République – 54140 Jarville la Malgrange
- 1 boulevard du Docteur Cattenoz – 54600 Villers les Nancy

Biologistes coresponsables:

- Monsieur Christophe BAILLET, biologiste médical, Médecin
- Madame Marie-Hélène BOLLE, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Françoise CHEF, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Laure COMBES, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Géraldine DAP, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Alain DAUCH, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Yves GERMAIN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Alexandra MEYER, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Michel MUSQUAR, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean-Marcel PAULUS, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Michel TEBOUL, biologiste médical, Médecin

Biologistes médicaux :

- Madame Isabelle DAUPHIN, biologiste médical, Médecin
- Madame Anne-Marie FABRIES, biologiste médical, Médecin
- Madame Christelle LEONARD, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Bruno VIGNERON, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Catherine WAHL, biologiste médical, Pharmacien

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 place Carrière – 54036 NANCY Cedex – pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Préfet de la Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » 89 rue de l'Hôtel de Ville, 54390 FROUARD, et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé,
 - Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Section G),
 - Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,
- et sera publié au Recueil des actes Administratifs de la Préfecture de Lorraine et de Meurthe et Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté ARS n° 2012-0694 du 6 juillet 2012 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO », 89 rue de l'Hôtel de Ville - Frouard (54390) - Autorisation n° 54-69 - N° FINESSE
Entité juridique : 54 002 297 9

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté DDASS/AES n°0182-09 du 23 février 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » ; dont le siège social se situe 89 rue de l'Hôtel de Ville – 54390 FROUARD, agréée sous le n°12 ;

VU l'arrêté DDASS/AES N°0203-09 du 4 Mars 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale du VIEUX MOULIN autorisé sous le numéro 54-69 ;

VU l'arrêté DDASS/AES N°0204-09 du 4 Mars 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale du GREMILLON autorisé sous le numéro 54-81 ;

VU l'arrêté DDASS/AES N°0202-09 du 4 Mars 2009 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale ATOUTBIO à Nancy autorisé sous le numéro 54-12 ;

VU l'arrêté n°2012-0198 du 21 février 2012 portant modification de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELCA « LABORATOIRE MEDICO BIOLOGIQUE ATOUTBIO » sise 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54100) autorisé sous le numéro 54-75 ;

VU l'arrêté n°2012-0693 du 6 juillet 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » sis 89 rue de l'hôtel de ville -54390 FROUARD, enregistrée sous le numéro 12 ;

VU la mention insérée au recueil des actes administratifs de la région Lorraine portant renouvellement de l'autorisation accordée le 10 janvier 2001 au laboratoire CINQUALBRE-PAULUS – NANCY pour l'exercice de l'activité biologique d'assistance médicale à la procréation sous les

modalités de traitement du sperme en vue d'une insémination artificielle ; Fécondation In Vitro avec micromanipulation ; Fécondation In Vitro sans manipulation et conservation des embryons en vue de projet parental ; tacitement renouvelée en date du 25 novembre 2007 à effet du 25 septembre 2008 pour une durée de 5 ans ;

VU la mention insérée au recueil des actes administratifs de la région Lorraine portant renouvellement de l'autorisation accordée le 22 décembre 2000 au laboratoire BAILLET- GERMAIN-TEBOUL à NANCY pour l'exercice de l'activité de Diagnostic Prénatal pour les analyses cytogénétique et les analyses de biochimie y compris les marqueurs sériques; tacitement renouvelée en date du 13 novembre 2007 à effet du 19 novembre 2008 pour une durée de 5 ans ;

VU la mention insérée au recueil des actes administratifs de la région Lorraine portant renouvellement de l'autorisation accordée le 19 décembre 2000 au laboratoire BAILLET- GERMAIN-TEBOUL à NANCY pour l'exercice de l'activité biologique d'assistance médicale à la procréation sous les modalités de traitement du sperme en vue d'une insémination artificielle, tacitement renouvelée en date du 1er octobre 2007 à effet du 19 novembre 2008 pour une durée de 5 ans ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 23 Avril 2012, et complétée les 11 et 16 mai, le 6 juin 2012 par la SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » sise 89 rue de l'Hôtel de Ville – 54390 FROUARD ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la transformation de 3 laboratoires de biologie médicale existants et autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée, en un laboratoire de biologie médicale multi-sites implanté sur 3 sites, exploité par la SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » dont le siège social est situé au 89 rue de l'Hôtel de Ville à FROUARD (54390) ;
- la fusion par transmission universelle de patrimoine de la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « LABORATOIRE MEDICO BIOLOGIQUE ATOUTBIO » dont le siège social se situe 1170 avenue Raymond Pinchard 54100–NANCY, au profit de la SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » ;
- la nomination de Monsieur Jean-Marcel PAULUS, Madame Géraldine DAP, Madame Alexandra MEYER, Madame Laure COMBES, Monsieur Alain DAUCH et Monsieur Michel MUSQUAR au titre et aux fonctions de biologistes coresponsables du laboratoire multi-sites exploité par la SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, sont abrogées les autorisations de fonctionnement délivrées :

- aux laboratoires de biologie médicale exploités par la SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » agréée sous le n° 12 (ancien n° FINESS 54 000 361 3) :

* Laboratoire d'Analyses de biologie médicale du VIEUX MOULIN

89 rue de l'Hôtel de ville – Frouard (54390)

autorisé à fonctionner sous le n°54-69 (ancien n° FINESS : 54 000 362 1) ;

* Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale ATOUTBIO

70 rue Stanislas - Nancy (54000),

autorisé à fonctionner sous le n°54-12 (ancien n° FINESS : 54 000 041 1) ;

* Laboratoire d'Analyses de Biologie Médicale du GREMILLION

3 rue Mère Térésa - Essey-les Nancy (54270)

autorisé à fonctionner sous le n°54-81 (ancien n° FINESS : 54 000 250 8) ;

- au laboratoire de biologie médicale multi sites exploité par la SELCA « LABORATOIRE MEDICO BIOLOGIQUE ATOUTBIO » dont le siège social se situe 1170 avenue Raymond Pinchard 54100 (NANCY), autorisé à fonctionner sous le n°54-75, implanté sur les 6 sites suivants (ancien n° FINESS : 54 002 128 4) :

* 1170 Avenue Pinchard à Nancy (54100) (n° FINESS : 54 002 129 2) ;

* 2 rue des 4 Eglises à Nancy (54000) (n° FINESS : 54 002 124 6) ;

* 9 square de Liège à Vandoeuvre (54500) (n° FINESS : 57 002 511 4) ;

* 23 boulevard de l'Europe à Vandoeuvre (54500) (n° FINESS : 57 002 512 2) ;

* 17 rue de la République à Jarville-la Malgrange(54140) (n° FINESS : 57 002 513 0) ;

* 1 boulevard du Docteur Cattenoz à Villers-les-Nancy (54600)(n° FINESS : 57 002 514 8) ;

Article 2 : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » : (FINESS Entité Juridique: 54 002 29 79) dont le siège social est situé 89 rue de l'Hôtel de Ville Frouard (54390) est autorisé à fonctionner sous le numéro 54-69 sur les 9 sites suivants, ouverts au public :

1) 89 rue de l'Hôtel de Ville - 54390 Frouard

N° FINESS Etablissement : 54 002 297 7

Biologistes présents : Madame Françoise CHEF

Madame Christelle LEONARD

Madame Catherine WAHL

Activités réalisées : Bactériologie, parasitologie, mycologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 6h45 à 19h00, le samedi de 6h45 à 13h00

2) 70 rue Stanislas – 54000 Nancy

N° FINESS Etablissement : 54 002 299 3

Biologistes présents : Monsieur Christophe BAILLET

Monsieur Yves GERMAIN

Monsieur Michel TEBOUL

Madame Anne-Marie FABRIES

Madame Christelle LEONARD

Monsieur Bruno VIGNERON

Activités réalisées : A.M.P., D.P.N., biochimie générale et spécialisée, hémostase, hématocytologie, génétique constitutionnelle

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 6h45 à 19h00, le samedi de 6h45 à 16h00

3) 3 rue Mère Térésa – 54270 Essey-les Nancy (54270)

N° FINESS Etablissement : 54 002 298 5

Biologiste présent : Madame Marie-hélène BOLLE

Activités réalisées : immuno-hématologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h00 à 12h15

4) 1170 Avenue Pinchard - 54100Nancy

N° FINESS Etablissement : 54 002 129 2

Biologistes présents : Monsieur Jean-Marcel PAULUS

Madame Alexandra MEYER

Madame Sandrine LEROND

Activités réalisées : A.M.P., biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, immuno-hématologie, hémostase, sérologie infectieuse, spermologie.

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 19h00, le samedi de 7h00 à 12h30

Service de garde : en dehors des heures d'ouvertures des autres sites

- 5) 2 rue des 4 Eglises - 54000 Nancy
N° FINESS Etablissement : 54 002 130 0
Biologiste présent : Madame Laure COMBES
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30, le samedi de 7h00 à 12h30
- 6) 9 square de Liège - 54500 Vandœuvre
N° FINESS Etablissement : 54 002 131 8
Biologiste présent : Madame Géraldine DAP
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 8h00 à 12h00
- 7) 23 boulevard de l'Europe - 54500 Vandœuvre
N° FINESS Etablissement : 540021326
Biologiste présent : Monsieur Alain DAUCH
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h00 à 12h30
- 8) 17 rue de la République - 54140 Jarville-la Malgrange
N° FINESS Etablissement : 54 002 285 2
Biologiste présent : Monsieur Michel MUSQUAR
Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, hémostase, bactériologie, parasitologie-mycologie, spermologie, pharmaco-toxicologie.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00
- 9) 1 boulevard du Docteur Cattenoz - 54600 Villers-les-Nancy
N° FINESS Etablissement : 54 002 284 5
Biologiste présent : Madame Isabelle DAUPHIN
Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, immuno-hématologie hémostase, auto-immunité, bactériologie, parasitologie-mycologie, spermologie, pharmaco-toxicologie, allergie, sérologie infectieuse.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 18h00, le samedi de 7h00 à 13h00.

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur Christophe BAILLET, biologiste médical, Médecin
- Madame Marie-Hélène BOLLE, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Françoise CHEF, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Laure COMBES, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Géraldine DAP, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Alain DAUCH, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Yves GERMAIN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Alexandra MEYER, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Michel MUSQUAR, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean-Marcel PAULUS, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Michel TEBOUL, biologiste médical, Médecin

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Madame Isabelle DAUPHIN biologiste médical, Médecin
- Madame Anne-Marie FABRIES, biologiste médical, Médecin
- Madame Christelle LEONARD, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Bruno VIGNERON, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Catherine WAHL, biologiste médical, Pharmacien

Article 3 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 place Carrière – 54036 NANCY Cedex – pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA «LABORATOIRE ATOUTBIO», dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé ;
- Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle ;
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté ARS n° 2012-0700 du 10 juillet 2012 relatif à la demande d'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical sollicitée par la Société OXYPHARM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L.4211-5 ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 29 février 2012 et complétée en date du 6 avril 2012, par Monsieur Gilles RIHA, Directeur Général de la société « OXYPHARM » en vue d'obtenir l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical pour son site de rattachement situé à Pont à Mousson ;

CONSIDÉRANT le recrutement par la société OXYPHARM d'un pharmacien responsable en la personne de Madame Odile MESSMER à raison de 3h30 par semaine ;

CONSIDÉRANT la compatibilité de l'exercice de ces fonctions et de celles exercées, selon les déclarations de Madame MESSMER, à temps partiel auprès d'employeurs de l'agglomération nancéenne ;

CONSIDÉRANT le rapport du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique de Lorraine suite à l'enquête du 30 mai 2012 ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable avec remarque du Conseil Central de la Section D de l'Ordre National des Pharmaciens émis le 5 juillet ;

CONSIDERANT l'aire géographique desservie par le site de rattachement sis 830 avenue des Etats-Unis à Pont à Mousson (54700) de la société « SA OXYPHARM » incluant les départements de la Moselle (57), de la Meuse (55) et de la Meurthe et Moselle (54) ;

ARRETE

Article 1er : La Société « OXYPHARM » est autorisée à dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :
Forme juridique : Société anonyme

Siège social : 39 rue des Augustins - 76 000 ROUEN

Site de rattachement : 830 avenue des Etats-Unis - 54700 PONT A MOUSSON

Pharmacien responsable : Madame Odile MESSMER

Aire géographique desservie : Moselle (57), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55)

Article 2 : Toute modification des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation doit donner lieu à déclaration ;

Article 3 : Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Article 4 : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

Article 5 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY cedex pour le recours contentieux.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la Société OXYPHARM ;

- Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens – Section D ;

- Monsieur le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy ;

- Monsieur le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Metz ;

- Monsieur le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Bar-le-Duc ;

et inséré aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté ARS n° 2012-0776 du 19 juillet 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite exploité par la SELAS « Espacebio » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à METZ (57000) - Autorisation n° 57-17 - N° FINESS Entité juridique : 57 002 519 7

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté n°2012-0330 du 6 Avril 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale multisite sis 18 avenue Leclerc de Hauteclocque – 57000 METZ , enregistrée sous le n° 57-17 ;

VU l'arrêté n°2012-0775 du 19 juillet 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ESPACEBIO » sise 18 avenue Leclerc de Hauteclocque à Metz (57000) ;

CONSIDÉRANT la demande présentée le 29 juin 2012 par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS) « ESPACEBIO » ;

CONSIDÉRANT que la demande porte sur :

- la cessation de ses fonctions de biologiste médical, à compter du 31 octobre 2011, de Monsieur Bernard KUNTZEL ;

- la nomination, à compter du 2 mai 2012, de Madame Aurélie MELIN au titre de biologiste médical au sein de la SELAS « ESPACEBIO » ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 2012-0330 susvisé, sont modifiées comme suit :

1) 18 avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 METZ -

N° FINESS Etablissement : 57 002 520 5

Biologistes présents : M. Michel PAX, M. Hicham BOUGHALI, M. Jean-Philippe RAULT, Mme Elisabeth SEIWERT

Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, pharmacologie et toxicologie, hémostase, immuno-hématologie, auto-immunité, allergie, sérologie, bactériologie, virologie, spermologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30, le samedi de 7h à 12h.

2) 14 rue Charlemagne – 57000 METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 521 3

Biologiste présent : Mme Pascale ERRARD

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.

3) 23 rue Raymond POINCARE – 57505 SAINT AVOLD

N° FINESS Etablissement : 57 002 523 9

Biologistes présents : M. Hervé BRULE, Mme Aurélie MELIN

Activités réalisées : biochimie générale, hématocytologie, hémostase, immuno-hématologie, bactériologie.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.

4) 57 Grand Rue – 57280 MAIZIERES LES METZ

N° FINESS Etablissement : 57 002 522 1

Biologiste présent : M. Christophe KAJZER

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.

5) Résidence de la Source – 44 rue Saint Sauveur – 57730 VALMONT

N° FINESS Etablissement : 57 002 524 7

Biologiste présent : Melle Sarah SCHILLINGER

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 19h, le samedi de 7h à 12h.

- 6) 9 rue de Metz – 54150 BRIEY
N° FINESS Etablissement : 54 002 116 9
Biologiste présent : Mme Marie-Hélène CLAUDET
Activités réalisées : hémostase
Activité réalisées en urgence : Biochimie, hématologie.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h30 et de 14h à 18h30, le samedi de 7h à 12h30.
- 7) 21 rue de la liberté – 54490 PIENNES
N° FINESS Etablissement : 54 002 117 7
Biologiste présent : M. Jacques DAROLLES
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h30 à 12h.
- 8) 17 boulevard d'Alsace – 57070 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 537 9
Biologiste présent : Mme Danièle MOLINARI
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 13h à 18h, le samedi de 7h00 à 12h00.
- 9) 24 rue Jean Burger – 57070 SAINT-JULIEN LES METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 536 1
Biologiste présent : M. Gérard GOS
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 12h et de 14h à 18h, le samedi de 7h à 12h.
- 10) 12 rue Clémenceau – 57430 SARRALBE
N° FINESS Etablissement : 57 002 570 0
Biologiste présent : M. Philippe VALANTIN
Activités réalisées : biochimie, immunologie, hémostase, hématologie, bactériologie
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h00.
- 11) 10 avenue Robert Schumann – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 576 7
Biologiste présent : Mme Odile DENJEAN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h30.
- 12) 19-21 place Quarteau – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 577 5
Biologiste présent : M. Richard WASELS
Activités réalisées : biochimie, sérologie, immunologie, hématocytologie, immunologie, hémostase, auto immunité, allergologie, marqueurs sériques trisomie 21, AMP
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h30.
- 13) 22 rue du Commandant Brasseur – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 578 3
Biologiste présent : Mme ROWDO Lorène
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h30 et de 14h00 à 18h00, le samedi de 7h30 à 12h00.
- 14) 12 place Georges Clémenceau – 57220 BOULAY
N° FINESS Etablissement : 57 002 575 9
Biologiste présent : Mme Aurélie JAGER BEAUVEIL
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h30 à 18h00, le samedi de 7h30 à 12h00.
- 15) 48 place de la République – 54800 JARNY
N° FINESS Etablissement : 54 002 181 3
Biologiste présent : Mme Nicole DILIGEN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 18h30, le samedi de 7h00 à 12h00.
- 16) 44 rue Nationale – 57600 FORBACH
N° FINESS Etablissement : 57 002 571 8
Biologiste présent : Mme Rebecca PHILIPPS
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h00 à 12h00.
- 17) 18 place Aristide Briand – 57600 FORBACH
N° FINESS Etablissement : 57 002 573 4
Biologiste présent : M. Jocelyn THONNON
Activités réalisées : hémostase, bactériologie – virologie
Activités réalisées uniquement pour les examens urgents : biochimie, immunologie, hématologie
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h00 à 12h00.
- 18) 1 rue Victor Hugo – 57450 THEDING
N° FINESS Etablissement : 57 002 574 2
Biologiste présent : M. Jean-Louis NEUMANN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00.
- 19) 45 rue Saint Pierre – 57000 METZ
N° FINESS Etablissement : 57 002 579 1
Biologiste présent : M. Dominique AUBERTIN
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00.
- 20) 156 rue de Metz – 57535 TALANGE
N° FINESS Etablissement : 57 002 580 9
Biologiste présent : Mme Aurélie PALMIERI
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00.
- 21) 12 Place de la République – 57100 THIONVILLE
N° FINESS Etablissement : 57 002 592 4

Biologiste présent : Mme Brigitte BERNAT
Activités réalisées : immunologie, hémostasie
Activités réalisées uniquement pour les examens urgents : biochimie, hématologie
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h00 à 12h30.
22) 40 rue de la gare – 57150 CREUTZWALD
N° FINESS Etablissement : 57 002 665 8
Biologiste présent : Mr Jean-Jacques SCHNEIDER
Activités réalisées : aucune activité technique
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00, le samedi de 7h00 à 12h00.

Le laboratoire multisite est dirigé par les biologistes coresponsables suivants :

- Monsieur Michel PAX, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Hicham BOUGHALI, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean Philippe RAULT, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Hervé BRULE, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Christophe KAJZER, biologiste médical, Médecin
- Madame Pascale ERRARD, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Elisabeth SEIWERT, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Marie-Hélène CLAUDET, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jacques DAROLLES, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Danièle MOLINARI, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Gérard GOS, biologiste médical, Pharmacien
- Mademoiselle Sarah SCHILLINGER, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Richard WASELS, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Marie-Odile DENJEAN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Nicole DILIGENT, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Aurélie JAGER, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Lorène ROWDO, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean-Jacques SCHNEIDER, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jocelyn THONNON, biologiste médical, Médecin
- Madame Rebecca PHILIPPS, biologiste médical, Pharmacien
- Monsieur Jean-Louis NEUMANN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Dominique AUBERTIN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Aurélie PALMIERI, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Brigitte BERNAT, biologiste médical, Pharmacien

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Monsieur Philippe VALANTIN, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Aurélie MELIN, biologiste médical, Pharmacien

Les fonctions de biologiste médical dans le domaine de spécialisation sont assurées par :

- Madame Christiane WITTMER, biologiste médical

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg - 310 Avenue de la Paix - BP.1038 - 67070 STRASBOURG CEDEX - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « ESPACEBIO » 18 avenue Leclerc de Hauteclocque - 57000 METZ, et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Moselle et de Meurthe et Moselle ;
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVISE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision du 3 août 2012 portant agrément d'une entreprise solidaire (Société Coopérative d'Intérêt Collectif TURBUL'LANCE - 54113 Bulligny) au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 10 juillet 2012 présentée par Monsieur Bertrand DELIGNY, Président Directeur Général de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif TURBUL'LANCE – route de Crézilles – 54113 BULLIGNY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : La Société Coopérative d'Intérêt Collectif TURBUL'LANCE - route de Crézilles – 54113 BULLIGNY
SIRET 501 903 652 000 11 Code APE 9002Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 3 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

SSRE / DOETH

Arrêté SAP/352256382 du 10 mai 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Longwy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,
VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,
VU l'agrément qualité N° R/04-05-07/A/054/Q/037 délivré le 4 mai 2007 à l'Association de Maintien à Domicile du Pays-Haut (AMDPH), sise 4 ter rue Alfred Mézières à Longwy (54400), modifié le 12 février 2009,
VU le rapport d'évaluation externe du 29 juillet 2011,
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 17 janvier 2012 et complétée les 30 janvier et 30 avril 2012,
VU la saisine du président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 30 avril 2012,
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

ARRETE

Article 1er : L'agrément de l'Association de Maintien à Domicile du Pays-Haut (AMDPH), sise 4 ter rue Alfred Mézières à Longwy, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 4 mai 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : L'AMDPH est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : prestataire et mandataire.

Article 3 : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'AMDPH envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 4 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 5 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Récépissé de déclaration du 4 juillet 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/352256382 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 30 avril 2012 par l'Association de Maintien à Domicile du Pays-Haut (AMDPH), sise 4ter rue Alfred Mézières à Longwy.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'AMDPH, sous le n° SAP/352256382,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'AMDPH sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 4 mai 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 4 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Arrêté SAP/775615941 du 10 mai 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Vandœuvre

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,

VU l'agrément qualité N° R/04-05-07/A/054/Q/035 délivré le 4 mai 2007 à l'association Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physique (GIHP) en Lorraine, sise 17 rue de Bavière à Vandœuvre (54500), modifié le 7 septembre 2007,

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 25 janvier 2012,

VU l'arrêté 2007-DISAS-POLE PA/PH du Président du Conseil général modifiant les arrêtés 2005-DISAS-SHD n°332 du 4 novembre 2005 et 2006-DISAS-SHD n°190 du 24 avril 2006 régularisant l'autorisation de création du service prestataire d'aide à domicile de l'association « Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physique en Lorraine » (GIHP), en date du 25 mai 2007,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

ARRETE

Article 1er : L'agrément de l'association Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physique (GIHP) en Lorraine, sise 17 rue de Bavière à Vandœuvre, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 4 mai 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : L'association GIHP Lorraine est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : prestataire et mandataire.

Article 3 : Le présent agrément est valable pour les établissements suivants : Moselle : 17 résidence Saint-Quentin à LE-BAN-SAINT-MARTIN (57050).

Article 4 : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'association GIHP Lorraine envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 5 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 6 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Récépissé de déclaration du 4 juillet 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/775615941 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

C O N S T A T E,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 25 janvier 2012 par l'association Groupement pour l'insertion des handicapés physiques (GIHP) en Lorraine, sise 17 rue de Bavière à Vandœuvre.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association GIHP Lorraine, sous le n° SAP/775615941,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association GIHP Lorraine sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 4 mai 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 4 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Arrêté SAP/530341585 du 30 avril 2012 portant agrément d'un organisme de services à la personne à Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU la demande d'agrément de la SARL Home Services Pro, sise 54 rue de la République à Lunéville (54300), présentée le 30 août 2011 et complétée le 6 février 2012,
VU l'avis du président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle sur les capacités de la SARL Home Services Pro à assurer des activités prestataires et mandataires d'assistance à domicile de qualité auprès des personnes âgées et handicapées, en date du 24 avril 2012,
VU l'avis favorable du président du Conseil général de Moselle à l'agrément de la SARL Home Services Pro au titre de l'activité prestataire de garde à domicile d'enfants de moins de trois ans, en date du 17 avril 2012,
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

ARRETE

Article 1er : La SARL Home Services Pro, sise 54 rue de la République à Lunéville, est agréée pour une durée de cinq ans à compter du 30 avril 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : La SARL Home Services Pro est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements.

Mode d'intervention : prestataire.

Article 3 : Sous peine de retrait de cet agrément, si La SARL Home Services Pro envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 4 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 5 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Récépissé de déclaration du 4 juillet 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/530341585 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 6 février 2012 par la SARL Home Service Pro, sise 54 rue de la République à Lunéville.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL Home Service Pro, sous le n° SAP/530341585,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par la SARL Home Service Pro sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;

- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance ;
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 30 avril 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 4 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Arrêté SAP/498076280 du 22 mai 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,

VU l'agrément qualité n° N/07-09-07/F/054/Q/067 délivré le 7 septembre 2007 à l'EURL Lorraine Serv, sise 64 avenue du maréchal De Lattre De Tassigny à Nancy (54000), modifié les 11 mars et 25 juillet 2008,

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 9 mars 2012,

VU le certificat AFNOR renouvellement n°11 00499 du 7 avril 2011,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

ARRETE

Article 1er : L'agrément de l'EURL Lorraine Serv, sise 64 avenue du maréchal De Lattre De Tassigny à Nancy, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 7 septembre 2012.

La prochaine demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : L'EURL Lorraine Serv est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : prestataire.

Article 3 : Sous peine de retrait de cet agrément, si l'EURL Lorraine Serv envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 4 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 5 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Récépissé de déclaration du 4 juillet 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/498076280 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

C O N S T A T E,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 9 mars 2012 par l'EURL Lorraine Serv, sise 64 avenue du maréchal Lattre de Tassigny à Nancy.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'EURL Lorraine Serv, sous le n° SAP/498076280,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'EURL Lorraine Serv sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile
- Cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 7 septembre 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 4 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

PACTE - Fiche de déclaration des offres de recrutement

L'EMPLOYEUR

Ministère / Collectivité : MINISTERE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA REFORME DE L'ETAT

Direction / Etablissement : DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE ET MOSELLE

N° SIRET : 13001143000019

Service : DIVISION DES RESSOURCES HUMAINES

Adresse : N° : 50 Rue : des Ponts CO60069

Commune : NANCY

Code postal : 54036 NANCY Cedex

N° tél. : 03 83 17 70 10

Courriel : ddip54@dgfp.finances.gouv.fr

Responsable du recrutement : Sylvie ROMAIN

Fonction : Responsable des ressources humaines

Téléphone : 03 83 17 70 15

Courriel : sylvie.romain@dgfp. finances.gouv.fr

L'OFFRE DE RECRUTEMENT

Corps / Cadre d'emplois : Agent de catégorie C de la Fonction Publique de l'Etat

Emploi exercé : Agent administratif des finances publiques

Date de début : 01/12/2012

Date de fin : 30/11/2013

Rémunération brute mensuelle : 1 425 €

Durée hebdomadaire de travail : 35 heures

Conditions particulières d'exercice de l'emploi : être âgé(e) de 16 à 25 ans - avoir un niveau de diplôme inférieur au Baccalauréat

Descriptif de l'emploi : Gestion administrative et comptable de dossiers, accueil du public

Lieu d'exercice de l'emploi : 1 à NOMENY - 1 à THIAUCOURT

Domaine de formation souhaité : Notions de calcul et comptabilité, rédaction de textes simples.

Nombre de postes ouverts : 2

PROCEDURE DE RECRUTEMENT

Date limite de dépôt des candidatures : 21/09/2012

Lieu des épreuves de sélection : NANCY

Remplissez complètement la fiche de déclaration et transmettez-la à l'agence locale compétente et aux directeurs régionaux des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de ce ou de ces mêmes départements .

CADRE RESERVE AU POLE EMPLOI

Date de réception :

N° d'enregistrement :

Pour de plus amples informations sur le PACTE, consultez le site www.fonction-publique.gouv.fr - rubrique Pacte

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Arrêté n° 2012/DDT54/ADUR/005 du 25 juin 2012 portant création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) régionale à usage dominant d'activités de Bouxières-sous-Froidmont - Lesménils située sur le territoire des communes de Bouxières-sous-Froidmont et Lesménils

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 311-1 et suivants et R 311-1 et suivants,

VU le décret relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements modifié,

VU les délibérations du conseil municipal de Bouxières-sous-Froidmont du 12 janvier 2009 et du 4 avril 2011 approuvant les modalités de la concertation,

VU les délibérations du conseil municipal de Lesménils du 20 janvier 2009 et du 14 avril 2011 approuvant les modalités de la concertation,

VU les délibérations du conseil régional de Lorraine du 30 janvier 2009 et du 1er avril 2011 définissant les objectifs et les modalités de la concertation prévue à l'article L 300-2 du code de l'urbanisme,

VU les délibérations du conseil municipal de la commune de Bouxières-sous-Froidmont du 11 janvier 2010 et du 19 mai 2011 approuvant le dossier de création,

VU les délibérations du conseil municipal de la commune de Lesménils du 18 janvier 2010 et du 17 juin 2011 approuvant le dossier de création,

VU les délibérations du Conseil Régional de Lorraine du 29 janvier 2010 et des 30 juin et 1er juillet 2011 tirant le bilan de la concertation, approuvant le dossier de création et sollicitant la prise de l'arrêté de création correspondant,

VU l'avis de l'autorité environnementale du 13 juin 2012,

VU le dossier de création joint comportant :

- un rapport de présentation,
- le programme global prévisionnel des constructions à édifier dans la zone,
- un plan de situation,
- un plan de délimitation du périmètre composant la zone,
- l'étude d'impact définie à l'article R 122-3 du code de l'environnement,
- le régime de la zone au regard de la taxe d'aménagement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARRETE

Article 1er : Une ZAC ayant pour objet l'aménagement et l'équipement de terrains à usage dominant d'activités est créée sur les parties du territoire des communes de Bouxières-sous-Froidmont et Lesménils délimitées par un tireté rouge sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 2 : La zone ainsi créée est dénommée « zone d'aménagement concerté (ZAC) régionale de Bouxières-sous-Froidmont -Lesménils ».

Article 3 : Les constructions situées à l'intérieur du périmètre seront soumises au versement de la taxe d'aménagement.

Article 4 : Le programme global prévisionnel des constructions à édifier à l'intérieur de la zone prévoit une surface hors œuvre nette (SHON) de 451 052 m².

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Région Lorraine, en mairies de Bouxières-sous-Froidmont et Lesménils, ainsi qu'à la Préfecture de NANCY ;

Il fera l'objet d'une mention en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Nancy, le 25 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

TRANSPORTS - SECURITE

Arrêté 2012/DDT/TS/065 du 6 août 2012 réglementant temporairement la circulation durant les travaux de réparation des ouvrages d'art de l'autoroute A31, du PR 140,600 au PR 228,100 dans les deux sens de circulation durant la période comprise entre le 20 août et le 15 novembre 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière,

VU le code de la route et notamment ses articles R 43-3 et R 225 ; R 411-9 ; R 411-21-1 et R 414-17 ;
VU l'ordonnance n° 2001-273 du 28 mars 2001 ;
VU le décret du 29 octobre 1990 approuvant la convention de concession en vue de la construction et de l'exploitation des autoroutes ; le décret du 22 mars 2010 approuvant l'avenant à la convention de concession et approuvant les modifications du Cahier des Charges de la Concession ;
VU la convention de concession et le cahier des charges, notamment l'article 14 et annexe ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté n° 2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;
VU la demande présentée par APRR du 13 juillet 2012 ;
VU l'avis du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'avis du chef de la division transports du C.R.I.C.R. Est du 31 juillet 2012 ;
CONSIDERANT que, pour assurer la circulation et la sécurité des usagers de l'autoroute et la protection des chantiers, il est nécessaire d'interdire la circulation dans le sens affecté par les travaux,
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

Article 1er - LOCALISATION - NATURE DES TRAVAUX

Les travaux de réparation des ouvrages d'art du PR 140,600 au PR 228,100 dans les deux sens de circulation se dérouleront du 20 août au 15 novembre 2012.

Article 2 - DEROGATION

Par dérogation à l'arrêté préfectoral permanent n° 96/DDE/520/CDES :

- L'inter-distance entre ce chantier et un chantier ne laissant qu'une seule voie de circulation pourra être réduite à 3 km.
- Le balisage pourra rester en place certains week-ends et jours hors chantiers.

Article 4 - INFORMATION DES USAGERS

Les usagers de l'autoroute seront informés des restrictions de circulation par l'intermédiaire :

- De la radio 107.7FM,
- Des panneaux à messages variables (PMV et PMVC),
- Des panneaux d'information en section courante.

Article 5 - PRESCRIPTIONS GENERALES

Les travaux débuteront le 20 août 2012 et devront être terminés le 15 novembre 2012.

Article 6 - SIGNALISATION

La signalisation temporaire sur autoroute A31 des prescriptions visées aux articles précédents sera mise en place à la diligence d'APRR, conformément à la réglementation en vigueur et notamment les dispositions du Livre 1 – 8ème partie – "Signalisation Temporaire".

Les signalisations de police permanente et directionnelle ne devront pas être contradictoires avec une mesure d'exploitation prise pour un chantier.

La signalisation verticale et les dispositifs de protection du chantier mis en place seront adaptés aux caractéristiques géométriques du site.

Conformément aux prescriptions interministérielles en vigueur et au dossier d'exploitation sous chantier annexé, la signalisation temporaire des différentes phases de travaux sera mise en place et entretenue par les services d'APRR.

La signalisation temporaire pour les itinéraires de déviation mise en place sur le réseau secondaire sera gérée et organisée par APRR.

Les signalisations temporaires de chantier seront posées conformément au manuel du chef de chantier « routes à chaussées séparées » – édition 2002 – édité par le SETRA.

Les insertions des véhicules de chantier se feront à partir des voies laissées libres à la circulation, dans le sens en travaux.

APRR, en accord avec la gendarmerie assurera la protection mobile pour tout mouvement de matériels ou d'engins hors gabarits en dehors de la zone de chantier qui ne serait pas neutralisée ainsi que lors de l'ouverture ou la fermeture des zones de basculement de circulation. Le bouchon mobile sera formé avec les forces de l'ordre territorialement compétentes et des agents APRR. La tête du bouchon mobile sera matérialisée par un véhicule APRR et un véhicule des forces de l'ordre. La queue du bouchon mobile sera matérialisée soit :

- par la pose de panneaux de type AK30 équipés de trois feux R2 synchronisés positionnés en accotement et TPC en amont de la zone à réaliser,
- par un véhicule, équipé d'un panneau à message variable, placé en amont.

Article 7 : Les infractions aux instructions du présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le commandant chargé du peloton de gendarmerie autoroutier, le directeur de l'entreprise attributaire des travaux, le directeur régional d'exploitation Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour information au président de la mission de contrôle des autoroutes, aux présidents des syndicats de transporteurs, au directeur des services d'incendie et de secours, au directeur du SAMU, aux co-directeurs du C.R.I.C.R. de Metz.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 6 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental, po
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEGHIN

Arrêté 2012/DDT/TS/066 du 6 août 2012 réglementant temporairement la circulation, dans le sens de circulation Paris-Strasbourg, de l'autoroute A4 durant les travaux de renforcement de la buse métallique située au PR 299+400 durant la période comprise entre le 03 et le 28 septembre 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière,

VU le code de la route et notamment ses articles R 43-3 et R 225 ; R 411-9 ; R 411-21-1 et R 414-17,

VU l'ordonnance n° 2001-273 du 28 mars 2001,

VU le décret du 29 octobre 1990 approuvant la convention de concession en vue de la construction et de l'exploitation des autoroutes ; les décrets du 12 avril 1991, du 18 septembre 1992, du 26 octobre 1995, du 17 décembre 1997, du 30 décembre 2000 et du 30 novembre 2001 approuvant les premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième avenants à la convention de concession, approuvant les modifications du Cahier des Charges de la Concession,

VU la convention de concession et le cahier des charges, notamment l'article 14 et annexe,

VU l'arrêté préfectoral du 24 août 1999 portant réglementation de la police de la circulation routière sur l'autoroute A4 dans le département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
VU l'arrêté n° 2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande présentée par SANEF du 24 juillet 2012,
VU l'avis du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
VU l'avis favorable du commandant du groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle du 25 juillet 2012,
VU l'avis du chef de la division transports du C.R.I.C.R. Est du 1er août 2012,
CONSIDÉRANT la nécessité de procéder à des travaux de renforcement de la buse métallique située au PR 299+400 sens Paris Strasbourg de l'autoroute A4 – district de JARNY,
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

Article 1er - LOCALISATION - NATURE DES TRAVAUX

Autoroute A4 – Travaux de renforcement de la buse métallique située au PR 299+400 sens Paris Strasbourg durant la période comprise entre le 03 et le 28 septembre 2012

Article 2 - DEROGATION

Par dérogation aux articles N° 4 et 10 de l'arrêté préfectoral permanent d'exploitation sous chantier en date du 24 août 1999 pour le département de la Meurthe-et-Moselle, les travaux renforcement de la buse métallique située au PR 299+400 sens Paris Strasbourg de l'autoroute A4 seront autorisés durant la période comprise entre le 03 et le 29 septembre 2012

Dérogation à l'article n° 4

Les neutralisations seront en place de jour comme de nuit, y compris les samedis, dimanches et les jours dits hors chantiers.

Dérogation à l'article n° 10

L'inter-distance entre ce chantier et d'autres chantiers d'entretien courant ou non courant pourra être inférieure à la réglementation en vigueur.

Article 3 - DEROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux de renforcement de la buse métallique située au PR 299+400 sens Paris Strasbourg de l'autoroute A4 nécessitent les restrictions de circulation suivantes :

Planning prévisionnel des travaux : du lundi 03 septembre au vendredi 28 septembre 2012

Localisation : Travaux situés au PR 299+400 dans le sens Paris Strasbourg de l'autoroute A4

Restrictions : La voie lente et la BAU seront neutralisées du PR 297+800 au PR 299+400. La circulation se fera sur la voie rapide. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Le calendrier est donné à titre indicatif et est susceptible d'être décalé de quelques jours en cours de réalisation, en fonction des intempéries et des éventuels aléas de chantier.

Article 4 - SIGNALISATION

La signalisation temporaire sur autoroute A4 des prescriptions visées aux articles précédents sera mise en place à la diligence de Sanef, conformément à la réglementation en vigueur et notamment les dispositions du Livre 1 – 8ème partie – "Signalisation Temporaire".

Les signalisations de police permanente et directionnelle ne devront pas être contradictoires avec une mesure d'exploitation prise pour un chantier.

La signalisation verticale et les dispositifs de protection du chantier mis en place seront adaptés aux caractéristiques géométriques du site.

Conformément aux prescriptions interministérielles en vigueur et au dossier d'exploitation sous chantier annexé, la signalisation temporaire des différentes phases de travaux sera mise en place et entretenue par les services de Sanef.

Les signalisations temporaires de chantier seront posées conformément aux prescriptions réglementaires en particulier :

- Du guide technique « Routes à chaussées séparées » Manuel du chef de chantier,
- Du guide technique « choix du mode d'exploitation »,
- Du guide technique « conception et mise en place de déviation ».

La signalisation sera mise en place et entretenue par le centre d'exploitation Sanef de Jarny.

La Sanef, en accord avec la gendarmerie assurera la protection mobile pour tout mouvement de matériels ou d'engins hors gabarits en dehors de la zone de chantier qui ne serait pas neutralisée ainsi que lors de l'ouverture ou la fermeture des zones de basculement de circulation. Le bouchon mobile sera formé avec les forces de l'ordre territorialement compétentes et des agents Sanef. La tête du bouchon mobile sera matérialisée par un véhicule Sanef et un véhicule des forces de l'ordre. La queue du bouchon mobile sera matérialisée soit :

- par la pose de panneaux de type AK30 équipés de trois feux R2 synchronisés positionnés en accotement et TPC en amont de la zone à réaliser,
- par un véhicule, équipé d'un panneau à message variable, placé en amont.

Les entrées et/ou sorties des aires de services ou de repos, et les entrées et/ou sorties des diffuseurs ou échangeurs seront momentanément fermées à la circulation (présence d'un véhicule Sanef en sortie).

Article 5 - INFORMATION DES USAGERS

Le CRIRC Est devra être averti à l'avance de la mise en place ou du report et en temps réel de la fin des mesures d'exploitation, ainsi qu'en cas d'événement entraînant une gêne importante à la circulation et des mesures prises à cet effet, afin de pouvoir en informer les usagers.

Les usagers de l'autoroute seront informés des restrictions de circulation par l'intermédiaire :

- De la radio 107.7FM,
- Des panneaux à messages variables (PMV et PMVC),

Article 6 : Les infractions aux instructions du présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le commandant chargé du peloton de gendarmerie autoroutier de Jarny, le directeur de l'entreprise attributaire des travaux, le directeur du réseau Est sanef sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour information au président de la mission de contrôle des autoroutes, aux présidents des syndicats de transporteurs, au directeur des services d'incendie et de secours, aux co-directeurs du C.R.I.C.R. de Metz.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 6 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental, po
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Arrêté 2012/DDT/TS/067 du 3 août 2012 constatant l'extension du périmètre des transports urbains de Longwy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée d'orientation des transports intérieurs, notamment son article 9,

VU le décret n°85-891 du 16 août 1985 relatifs aux transports urbains de personnes et aux transports non urbains de personnes,

VU l'arrêté préfectoral du 1er mars 1984 portant création du périmètre des transports urbains de Longwy,

VU la délibération du 19 avril 2010 par laquelle la commune de Bréchain-la-ville demande à adhérer au syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL),

VU la délibération du 17 février 2007 par laquelle la commune de Cons-la-Grandville demande à adhérer au syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL),
VU la délibération du 11 mars 2011 par laquelle la commune de Morfontaine demande à adhérer au syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL),
VU les délibérations du 16 février 2011 et du 11 juillet 2011 du comité syndical du SITRAL acceptant ces demandes d'adhésion,
VU la délibération prise par la commission permanente du Conseil général de Meurthe-et-Moselle au cours de sa séance du 2 juillet 2012 émettant un avis favorable au rattachement des communes de Bréhain-la-Ville, de Cons-la-Grandville et de Morfontaine au SITRAL,
VU les arrêtés préfectoraux du 16 août 2011 et du 21 novembre 2011 autorisant l'adhésion des communes de Bréhain-la-Ville, de Cons-la-Grandville et de Morfontaine,
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Il est constaté l'intégration des communes de Bréhain-la-Ville, Cons-la-Grandville, et Morfontaine au périmètre des transports urbains du bassin de Longwy.

Article 2 : Le périmètre des transports urbains du bassin de Longwy comprend les communes adhérentes au syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL), à savoir :

Bréhain-la-Ville, Chenières, Cons-la-Grandville, Cutry, Haucourt-Moulaine, Herserange, Hussigny-Godbrange, Lexy, Longlaville, Longwy, Mexy, Mont-Saint-Martin, Morfontaine, Rehon, Saulnes, Thil, Tiercelet, Villers-la-Montagne et Villerupt.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Brie, le président du syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour information au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, au maire de la commune de Bréhain-la-Ville, au maire de la commune de Cons-la-Grandville, au maire de la commune de Morfontaine, à la directrice de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement, du logement de Lorraine (DREAL), au directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle (DDT).

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental, po
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEGHIN

AVIS ET COMMUNICATIONS**AUTRES SERVICES****CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES****Avis de concours interne sur titres de cadre de santé - Filière Infirmière - en date du 23 juillet 2012**

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière.

Arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des cadres de santé.

Un concours interne sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

- ☐ 7 postes de Cadre de Santé - Filière Infirmière

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert :

- ☐ Aux fonctionnaires hospitaliers
 - titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent relevant des corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988 ou du décret n° 2010-1139 du 29 septembre 2010 comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours (soit au 01/01/12), au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps précités,
- ☐ Aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière
 - titulaires de l'un des diplômes d'accès à l'un des corps précités et du diplôme de cadre de santé, ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière infirmière.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : certificat de moniteur cadre d'ergothérapie, certificat de cadre infirmier, certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant, certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur, certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier cadre de santé publique, certificat de cadre infirmier de secteur psychiatrique, certificat de moniteur de formation professionnelle du personnel soignant de secteur psychiatrique, certificat de cadre de laboratoire d'analyses de biologie médicale, certificat de moniteur cadre manipulateur d'électroradiologie, certificat de cadre manipulateur d'électroradiologie médicale, certificat de masseur-kinésithérapeute moniteur, certificat de moniteur cadre de masso-kinésithérapie.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie au tarif en vigueur - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 11
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse (au plus tard à 16h00) ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

**UN DELAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DEPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général et par délégation,
Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines,
Philippe BOUC

Avis de concours externe sur titres de cadre de santé - Filière Infirmière - en date du 23 juillet 2012

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière.

Arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des cadres de santé.

Un concours externe sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

- ☐ 1 poste de Cadre de Santé - Filière Infirmière

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats :

- titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988 ou du décret n° 2010-1139 du 29 septembre 2010 et du diplôme de cadre de santé, ou certificat équivalent ayant exercé dans le secteur privé ou public, une activité professionnelle de même nature et équivalente à celle des agents appartenant aux corps précités pendant au moins cinq ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : certificat de moniteur cadre d'ergothérapie, certificat de cadre infirmier, certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant, certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur, certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier cadre de santé publique, certificat de cadre infirmier de secteur psychiatrique, certificat de moniteur de formation professionnelle du personnel soignant de secteur psychiatrique, certificat de cadre de laboratoire d'analyses de biologie médicale, certificat de moniteur cadre manipulateur d'électroradiologie, certificat de cadre manipulateur d'électroradiologie médicale, certificat de masseur-kinésithérapeute moniteur, certificat de moniteur cadre de masso-kinésithérapie.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie au tarif en vigueur - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 11
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse (au plus tard à 16h00) ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

UN DELAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DEPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général et par délégation,
Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines,
Philippe BOUC

Avis de concours interne sur titres de cadre de santé - Filière Médico-Technique - en date du 23 juillet 2012

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière.

Arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des cadres de santé.

Un concours interne sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

- ☐ 2 postes de Cadre de Santé - Filière Médico-Technique

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert :

- ☐ Aux fonctionnaires hospitaliers
 - titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent relevant des corps régis par le décret n° 2011-748 du 27 juin 2011 comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours (soit au 01/01/12), au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps précités,
- ☐ Aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière
 - titulaires de l'un des diplômes d'accès à l'un des corps précités et du diplôme de cadre de santé, ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière médico-technique.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : certificat de moniteur cadre d'ergothérapie, certificat de cadre infirmier, certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant, certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur, certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier cadre de santé publique, certificat de cadre infirmier de secteur psychiatrique, certificat de moniteur de formation professionnelle du personnel soignant de secteur psychiatrique, certificat de cadre de laboratoire d'analyses de biologie médicale, certificat de moniteur cadre manipulateur d'électroradiologie, certificat de cadre manipulateur d'électroradiologie médicale, certificat de masseur-kinésithérapeute moniteur, certificat de moniteur cadre de masso-kinésithérapie.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie au tarif en vigueur - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 11
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse (au plus tard à 16h00) ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

UN DELAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DEPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général et par délégation,
Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines,
Philippe BOUC

Avis de concours externe sur titres de cadre de santé - Filière Médico-Technique - en date du 23 juillet 2012

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière.

Arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des cadres de santé.

Un concours externe sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

- ☐ 2 postes de Cadre de Santé - Filière Médico-Technique

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats :

- titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par le décret n° 2011-748 du 27 juin 2011 et du diplôme de cadre de santé, ou certificat équivalent ayant exercé dans le secteur privé ou public, une activité professionnelle de même nature et équivalente à celle des agents appartenant aux corps précités pendant au moins cinq ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : certificat de moniteur cadre d'ergothérapie, certificat de cadre infirmier, certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant, certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur, certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier cadre de santé publique, certificat de cadre infirmier de secteur psychiatrique, certificat de moniteur de formation professionnelle du personnel soignant de secteur psychiatrique, certificat de cadre de laboratoire d'analyses de biologie médicale, certificat de moniteur cadre manipulateur d'électroradiologie, certificat de cadre manipulateur d'électroradiologie médicale, certificat de masseur-kinésithérapeute moniteur, certificat de moniteur cadre de masso-kinésithérapie.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie au tarif en vigueur - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 11
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse (au plus tard à 16h00) ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

**UN DELAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DEPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

Nancy, le 23 juillet 2012

Pour le Directeur Général et par délégation,
Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines,
Philippe BOUC

